

RAPPORT D'ACTIVITÉS



SESSION ORDINAIRE 2021-2022
4^E SESSION DE LA XI^E LÉGISLATURE
Mme **FATIMA AHALOUCH**, DÉPUTÉE PS
AU PARLEMENT DE WALLONIE





TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	2
PRÉSENTATION DE LA DÉPUTÉE	4
PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS PARLEMENTAIRES	6
A. PARLEMENT DE WALLONIE	6
1. Questions recevables adressées au Gouvernement	6
Questions écrites	6
Questions orales	18
B. PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES	20
1. Projet de motion	20
2. Rapport	20
3. Questions recevables adressées au Gouvernement	20
Questions écrites	20
Questions orales	23
Questions d'actualité	25
C. SÉNAT	27
1. Propositions de résolution	27
2. Rapports	28
3. Rencontre	28
4. Questions écrites	28
PRÉSENTATION DES AUTRES ACTIVITÉS	32

AVANT-PROPOS

FATIMA AHALLOUCH
DÉPUTÉE PS
AU PARLEMENT DE WALLONIE

**MÊME SI L'ACTUALITÉ
RESTE COMPLEXE,
NOUS NE POUVONS
QUE SOUHAITER UNE
PRISE DE CONSCIENCE
POLITIQUE,
COLLECTIVE DES
ENJEUX DE L'AVENIR.**



L'année de la reprise! Reprise du «présentiel», des rencontres, de convivialité avec les citoyens et militants, d'un nouveau souffle, espérons-le, pour notre société marquée par ces deux années de pandémie.

Même si l'actualité reste complexe, nous ne pouvons que souhaiter une prise de conscience politique, collective des enjeux de l'avenir.

Actualité complexe, mais riche! J'ai pour ma part travaillé sur de très nombreux sujets au Parlement et ailleurs. Entre autres: santé publique, enseignement, sécurité routière, patrimoine, éducation populaire et permanente... Mon équipe et moi avons mené - et continuons de mener - un travail de fond sur la lutte contre l'extrême droite, et avons proposé plusieurs événements sur le sujet.

Je vous souhaite bonne lecture de ce rapport, qui vous donnera un aperçu de mon travail parlementaire, mais aussi local et communal.

Fatima Ahallouch

PRÉSENTATION DE LA DÉPUTÉE

FATIMA AHALLOUCH
DÉPUTÉE ET SÉNATRICE



Coordonnées

Rue du Val, 12 - 7700 Mouscron

+32(0)486/94.08.14

www.fatimaahalouch.be

CONSEILLÈRE COMMUNALE À MOUSCRON, CHEFFE DE GROUPE PS

Passionnée d'Histoire, de lecture et de voyages, je suis active en politique depuis mes 20 ans. J'ai été amenée dès mon plus jeune âge à constater les inégalités et l'injustice de notre société, et c'est très tôt que je me suis investie au niveau associatif.

En tant qu'enseignante, mes domaines de prédilection sont évidemment l'enseignement et la jeunesse. J'accorde également beaucoup d'importance à la cohésion sociale.

J'ai été élue en 2012 au Conseil communal de Mouscron, ma Ville. J'y défends les valeurs de gauche telles que la solidarité et l'équité. Je suis devenue, en 2019, Députée wallonne.



- Conseillère communale, cheffe de groupe PS (Mouscron)
- Députée wallonne (Parlement de Wallonie)
- Députée au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (Fédération Wallonie-Bruxelles)
- Sénatrice
- Présidente faisant fonction USC Mouscron et section Mouscron
- Vice-Présidente Fédération PS Wallonie picarde
- Co-Présidente PAC Mouscron

PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS PARLEMEN- TAIRES



A. PARLEMENT DE WALLONIE

1. QUESTIONS RECEVABLES ADRESSÉES AU GOUVERNEMENT

QUESTIONS ÉCRITES

À Mme Valérie De Bue, Ministre de la Fonction Publique, de l'Informatique, de la Simplification Administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité Routière

- 06/10/2021 La pollution sonore engendrée par le transport routier
- 06/10/2021 L'accessibilité des sites web du secteur public
- 19/10/2021 L'évaluation de l'octroi des suppléments aux allocations familiales pour enfants porteurs d'un handicap
- 20/10/2021 Les VISITWallonia Tourism Days
- 28/10/2021 Le soutien de la Wallonie pour l'accessibilité des personnes porteuses d'un handicap aux sites touristiques
- 28/10/2021 L'avenir du site du couvent des Clarisses à Enghien
- 29/10/2021 La collaboration avec Access I dans le tourisme



— 17/01/2022 **La sauvegarde des gares avec valeur patrimoniale**

La SNCB a annoncé la fermeture de 44 guichets et gares. Plusieurs de ces bâtiments sont mis en vente comme celui d'Esneux et Lobbes. En Wallonie, il existe 3342 biens protégés dont seulement 8 concernent le patrimoine ferroviaire. Il y a donc 4 gares, 2 parties de gares, l'entrée d'un tunnel et une locomotive à vapeur qui sont considérées comme biens protégés. Le patrimoine ferroviaire est en péril: seulement 0,2% des biens sont sauvegardés.

Nombreux de ces bâtiments sont vendus à des privés. Il n'y a donc pas de protection officielle. Cela crée un manque d'attention patrimoniale. Certains ont subi de belles transformations et restaurations. Toutefois, cela reste au bon vouloir de l'acquéreur. Pourtant, il est important de conserver certains bâtiments ferroviaires qui présentent une valeur patrimoniale.

Sécuriser les abords des écoles: une priorité

Nous apprenions l'installation de deux radars fixes sur une partie de la chaussée de Tournai (N50) à Ramegnies-Chin afin d'améliorer la sécurité routière aux abords de l'Institut Saint-Luc. Une très bonne nouvelle. Des mesures concrètes doivent être prises partout où c'est nécessaire, pour éviter de nouveaux drames. Quand la prévention ne suffit pas, les sanctions sont en effet nécessaires.

Le 17 janvier dernier, j'interrogeais la Ministre Valérie De Bue, en charge de la Sécurité routière, sur les aménagements de sécurité aux abords des écoles, avec un focus sur la situation à Saint-Luc.

Les mois de novembre et décembre 2021 ont tristement marqué les esprits en Wallonie picarde. En effet, au mois de novembre, un grave accident avait lieu à Dottignies (Mouscron). Une jeune fille a été grièvement blessée lors de la traversée d'un passage pour piétons pour se rendre à l'école.

En décembre, une autre jeune Mouscronnoise a été mortellement fauchée sur un passage pour piétons, en face de son école, l'Institut Saint-Luc à Ramegnies-Chin. Ces deux épisodes dramatiques, qui brisent des parcours, des vies, des familles, ont eu lieu dans un délai court, entre deux usagers faibles et des engins motorisés.

Il est temps d'agir de manière très pratique, pour éviter ces drames. Je suivrai ce dossier avec attention.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE: SANCTIONNER POUR ÉVITER DE NOUVEAUX DRAMES

**INTERPELLATION DE LA MINISTRE
DE BUE SUITE À DEUX TRAGIQUES
ACCIDENTS DANS LA RÉGION**

**QUAND LES AMÉNAGEMENTS
PRÉVENTIFS NE SUFFISENT PLUS, IL
EST NÉCESSAIRE DE METTRE EN
OEUVRE DES SANCTIONS.**



FATIMA AHALLOUCH

Cheffe de groupe PS, Députée, Sénatrice



WEEK-END SANS ALCOOL AU VOLANT : BILAN DES CONTRÔLES ROUTIERS

EN WALLONIE, TROIS JEUNES
CONDUCTEURS SUR 10 PRENNENT LE
VOLANT SOUS INFLUENCE.

UN CONDUCTEUR DROGUÉ SUR CINQ
COMBINE PLUSIEURS SUBSTANCES.
UNE MAJORITÉ D'ENTRE EUX (64 %) **COMBINE DROGUES ET ALCOOL.**
L'INHALATION DE **GAZ HILARANT** EST
ÉGALEMENT EN AUGMENTATION



FATIMA AHALLOUCH

**Cheffe de groupe PS Mouscron, Députée,
Sénatrice**

www.fatimaahallouch.be

 FatimaAhallouchPS

— 28/01/2022 **Le bilan de la récente édition du week-end sans alcool au volant**

Fin janvier avait lieu la 13^e édition du « week-end sans alcool au volant », action menée dans toute la Belgique, qui rassemble la police fédérale et les 119 zones de police locale, afin de sensibiliser les usagers de la route aux dangers de l'alcool au volant. « *En Wallonie, trois jeunes conducteurs sur 10 prennent le volant sous l'influence de drogues, soit deux fois plus qu'il y a un an.* »

Un conducteur drogué sur cinq combine plusieurs substances. Une majorité d'entre eux (64 %) combine drogues et alcool, ce qui accroît d'autant plus le risque d'accident. L'inhalation de gaz hilarant est également en augmentation, ressort-il de la dixième enquête nationale annuelle d'insécurité routière de l'Institut Vias.

Dans le sud du pays, 30 % des hommes entre 18 et 34 ans ont roulé au cours du mois écoulé sous l'emprise de drogues, contre 15 % il y a un an.

Or, de nombreuses études montrent que la combinaison de drogues, d'alcool et autres produits illicites, induit une augmentation du risque d'accident, souvent liée à une mauvaise évaluation lors de situation de conduite complexe.

EXAMENS DU PERMIS DE CONDUIRE : LES AMÉNAGEMENTS RAISONNABLES PLUS DIFFICILES D'ACCÈS

LES JEUNES DYSLEXIQUES OU AYANT DES FACULTÉS MENTALES INSUFFISANTES ONT DES DIFFICULTÉS POUR ACCÉDER AUX AMÉNAGEMENTS RAISONNABLES ET CERTAINS SERVICES LIÉS AU PERMIS DE CONDUIRE SUITE À LA CRISE SANITAIRE.



FATIMA AHALLOUCH

Cheffe de groupe PS Mouscron, Députée, Sénatrice

www.fatimaahallouch.be



— 14/02/2022 Les aménagements raisonnables pour les examens du permis de conduire

Pour tous les candidats ayant des facultés mentales ou le niveau d'alphabétisation insuffisant, des aménagements raisonnables sont mis en place pour passer le permis de conduire. Tout comme les jeunes dyslexiques qui ont, eux aussi, le droit à ses aménagements. Ils ont donc accès à des sessions d'examens spéciales. Afin d'en bénéficier, la personne doit fournir une attestation délivrée par les services compétents: centre psycho-médico-social, institut d'enseignement spécial, centre d'observation et de guidance, centre d'orientation professionnelle ou d'autres organismes désignés par le Ministre wallon.

Sans surprise, la crise sanitaire a eu des effets négatifs sur l'accessibilité à certains des services qui fournissent ces attestations. Les délais d'accès aux cours de conduite et aux examens ont eux-mêmes été rallongés considérablement. De plus, les jeunes dyslexiques, qui ont le droit à des aménagements dans l'enseignement, peuvent aussi en bénéficier pour les examens du permis de conduire. La communication et les actions menées pour informer le public sur l'existence de ces aménagements – surtout auprès des jeunes dyslexiques – questionnent.

- 07/03/2022 La problématique des conducteurs fantômes
- 31/03/2022 La problématique des multirécidivistes en matière de roulage
- 04/05/2022 Les accidents de moto en Wallonie
- 04/05/2022 Le tourisme quatre saisons
- 04/05/2022 La lutte contre les pirates de la route
- 10/05/2022 L'imposition d'un permis d'urbanisme pour les gîtes touristiques
- 14/06/2022 Le taux d'emploi des personnes en situation de handicap dans la fonction publique wallonne
- 28/06/2022 Les découvertes archéologiques sur le site de l'hôpital psychiatrique « Les Marronniers » à Tournai
- 28/06/2022 L'avenir du musée d'archéologie de Tournai
- 28/06/2022 L'avenir de l'église de la Madeleine à Tournai
- 28/06/2022 Les routes plus meurtrières en Wallonie que dans les autres régions belges
- 28/06/2022 La nouvelle campagne bob
- 28/06/2022 La distraction au volant
- 30/06/2022 L'avenir de l'Agence wallonne du Patrimoine (AWaP) et les divers conflits sociaux en son sein
- 07/07/2022 La sauvegarde du petit patrimoine populaire
- 14/07/2022 La réduction de la vitesse aux abords des grandes villes
- 20/07/2022 L'humour support à la publicité du potentiel de Tournai
- 22/07/2022 La tolérance appliquée lors des excès de vitesse
- 22/07/2022 Le permis à points
- 29/07/2022 La saison touristique 2022 en Wallonie
- 29/07/2022 Le rôle des terrils sur le plan de l'attractivité et de la valorisation des sites miniers inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO
- 29/07/2022 L'édition 2022 des Journées du patrimoine

À Mme Christie Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action Sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes

- 06/10/2021 **L'enquête d'Amnesty international sur l'âgisme**

Enquête sur l'âgisme

« Vieux, inutile, profiteur, sourd, lent, inapte à la technologie... » Ces doux qualificatifs sont tirés du sondage effectué par Amnesty International, auprès des personnes de plus de 55 ans. Celles-ci relaient leur perception des préjugés, discriminations et maltraitements dont elles se sentent victimes.

Les chiffres du sondage sont en effet édifiants : sept personnes sur dix estiment être victimes de préjugés et une sur quatre de maltraitance. De plus, une petite annotation nous apprend qu'en réalité, une sur deux se dit soit victime soit témoin de maltraitance. Il vous est certainement arrivé, comme à moi, d'entendre un ami se plaindre de maltraitance en faisant référence à une « connaissance » qui n'est autre que lui-même. Une personne sur deux, ce n'est pas anodin.

Ces résultats interpellent et attestent de la gravité d'un phénomène dont nous devons tenir compte. À l'approche de la Journée internationale des personnes âgées, il nous faut agir dans le cadre des compétences de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour lutter contre ces stéréotypes et intégrer toutes les catégories de la population dans la société.

LE + 55 ANS VICTIMES DE DISCRIMINATION ET MALTRAITANCES: UN RAPPORT ACCABLANT



FATIMA AHALLOUCH

Cheffe de groupe PS, Députée, Sénatrice

www.fatimaahallouch.be

 FatimaAhallouchPS

Je suivrai les travaux de cette Commission des seniors avec attention. Les chiffres en notre possession m'interpellent, d'autant plus que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que seul environ un cas de maltraitance sur 24 est déclaré. Cela nous rappelle combien la part d'ombre entourant ce phénomène est importante. Rappelons que les discriminations sont cumulables. Au sein de cette étude, une phrase m'a frappée: «Être femme et vieille, c'est pas top». C'est une réalité et il serait bénéfique que la Commission des seniors s'y penche.

- 20/10/2021 Les chiffres du dépistage du cancer du sein en Wallonie
- 25/10/2021 La prévention du cancer du sein face au gène BRCA
- 05/11/2021 Les effets psychologiques du cancer du sein
- 22/11/2021 Les suites de la fermeture de la maison de repos Senior Référence à Tournai

Harcèlement en ligne : conséquences réelles

Le harcèlement en ligne, qui vise souvent les femmes, a des conséquences dans la « vraie vie ». Le cas de femmes journalistes, ou de femmes « publiques », est particulièrement préoccupant, et mérite que l'on s'y attarde. Le cyberharcèlement a pour but d'effacer les femmes de la place publique. Un phénomène qui se traduit par des insultes, intimidations, menaces. Que ce soit dans la rue ou sur internet, les mots et les actes malveillants ont une portée réelle. Ils doivent être combattus.

Ce 21 décembre, un tribunal correctionnel a condamné un harceleur en ligne de la journaliste Myriam Leroy à 10 mois de prison avec sursis et une amende. La journaliste a mis en lumière ce phénomène de femmes publiques harcelées sur internet, notamment les journalistes. Une étude de la Fédération internationale des journalistes a montré, que deux tiers des femmes journalistes ont subi du cyberharcèlement.

Cette décision de justice est le fruit d'un long combat de 9 ans, qui les mouvements féministes l'espèrent, fera jurisprudence. Cet acte est fort de sens mais nous le savons, le chantier reste colossal.

HARCÈLEMENT VIRTUEL = CONSÉQUENCES RÉELLES

PROTÉGEONS LES VICTIMES DE
HARCÈLEMENT EN LIGNE, QUI
SONT **SOUVENT DES FEMMES !**
LE CAS DES FEMMES
JOURNALISTES EST
PARTICULIÈREMENT
PRÉOCCUPANT !



FATIMA AHALLOUCH

**Cheffe de groupe PS Mouscron, Députée,
Sénatrice**

- 17/01/2022 La prise en charge de la santé mentale en Wallonie vu la croissance de la demande des soins
- 19/01/2022 **Le recours des enfants et adolescents aux soins de santé mentale**

La crise sanitaire a entraîné des répercussions sur les soins de santé mentale chez les jeunes de moins de 18 ans et notamment chez ceux issus d'un milieu socio-économique plus modeste. Dès 2021, beaucoup plus de jeunes souffrant de problèmes de santé mentale ont été hospitalisés. Ce nombre atteint même des niveaux record. Le besoin de soutien mental est élevé chez les enfants et les jeunes pendant la crise sanitaire. Ces trois dernières années, chez les enfants de moins de 6 ans il y a eu une augmentation des prescriptions d'antipsychotiques de presque 50%. Pour les jeunes de 15 à 17 ans, c'est une augmentation de 30%.

J'interrogeais récemment Mme Christie Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes, sur les différentes mesures prises par rapport à ces augmentations et notamment à la surreprésentation des jeunes issus d'un milieu socio-économique plus modeste.

RECOURS AUX SOINS DE SANTÉ MENTALE : LES JEUNES DE PLUS EN PLUS TOUCHÉS

LA CRISE SANITAIRE A DES CONSÉQUENCES SUR LA SANTÉ MENTALE DES JEUNES DE MOINS DE 18 ANS ET SURTOUT CHEZ CEUX ISSUS D'UN MILIEU SOCIO-ÉCONOMIQUE PLUS MODESTE.

EN 2020, 33% DES ENFANTS ET JEUNES AYANT DROIT A UNE INTERVENTION MAJORÉE PRENAIENT DES **ANTIPSYCHOTIQUES**



FATIMA AHALLOUCH

Cheffe de groupe PS Mouscron, Députée,
Sénatrice

www.fatimaahallouch.be

 FatimaAhallouchPS

- 16/02/2022 Les conclusions du baromètre belge sur le cancer
- 07/03/2022 Les stéréotypes de genre en matière d'emploi
- 11/03/2022 Le dépistage du cancer colorectal
- 12/04/2022 L'accompagnement des réfugiés ukrainiens dans leur recherche d'emploi
- 03/06/2022 La mise en place du Conseil consultatif wallon des personnes porteuses d'un handicap
- 14/06/2022 La mise à l'emploi des primo-arrivants
- 14/06/2022 Le diagnostic des troubles du spectre de l'autisme (TSA) chez les personnes adultes
- 28/06/2022 La prise en charge de la santé mentale en prison
- 08/07/2022 Le développement d'une politique transversale et interfédérale de santé mentale
- 08/07/2022 Le service d'accompagnement pour personnes adultes en situation de handicap (SAPHA) de Mons et le langage « facile à lire et à comprendre » (FALC)
- 14/07/2022 La nouvelle campagne de vaccination en Wallonie picarde
- 22/07/2022 La prévention des cas liés au Covid au sein des maisons de repos
- 29/07/2022 L'approche interfédérale de la Conférence interministérielle (CIM) Santé publique en matière de lutte contre les assuétudes
- 06/09/2022 L'évaluation par l'AViQ du handicap dans le cadre des suppléments aux allocations familiales

À M. Philippe Henry, Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures

- 20/10/2021 La coordination des chantiers en Wallonie picarde
- 22/11/2021 Les retards de paiement de la Région
- 22/11/2021 La propreté des aires d'autoroute en Wallonie picarde
- 22/11/2021 La malpropreté des aires de repos en Wallonie picarde
- 17/01/2022 Les difficultés des ménages pour payer leur facture d'énergie
- 31/01/2022 Le contournement de Lessines
- 25/02/2022 Les indemnisations liées aux dégâts causés par l'état des routes
- 12/04/2022 La place du vélo en Wallonie

À M. Adrien Dolimont, Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives

- 31/01/2022 Le comité d'acquisition du Hainaut

À M. Willy Borsus, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences

- 11/02/2022 La relocalisation des start-up en Wallonie et en Hainaut

**À Mme Céline Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt,
de la Ruralité et du Bien-être animal**

- 11/02/2022 Le suivi du baromètre cancer en Wallonie concernant les facteurs environnementaux



**LE PADEL, OUI !
MAIS PAS À
PROXIMITÉ DES
HABITATIONS**



FATIMA AHALLOUCH
Cheffe de groupe PS Mouscron, Députée,
Sénatrice

www.fatimaahallouch.be

 **FatimaAhallouchPS**

- 14/02/2022 **Les nuisances sonores causées par l'exercice du padel**

Nous ne pouvons que nous réjouir de l'essor d'une pratique sportive en Wallonie. Le padel, ce sport que l'on pourrait situer entre le squash et le tennis, jouit d'un beau succès actuellement. Selon l'association Francophone de padel, de 135 affiliés en 2016, le nombre de pratiquants s'est envolé à 5897 affiliés en 2021.

La discipline plaît, et des installations sont donc nécessaires. Aujourd'hui, de nombreux clubs de tennis cherchent à modifier leur offre et transforment des terrains de tennis existants en terrain de padel. Mais chaque médaille a son revers : un terrain de padel est entouré d'une paroi en verre, et le retour de balle génère beaucoup de bruit. Une situation qui est d'ores et déjà explosive dans certaines régions, entre riverains et propriétaires de clubs. Dans les villes et quartiers encore épargnés, on craint l'arrivée de ce nouveau sport.

Les terrains de tennis sont davantage utilisés en journée, plus encore en période de championnat. Le padel est prévu, lui, pour une utilisation très étendue au niveau de l'horaire, grâce à un éclairage adapté. Concrètement, à l'heure actuelle, chaque autorité locale gère cette problématique lors de la demande de permis d'urbanisme pour les terrains de padel.

Dans certaines communes le permis est refusé systématiquement, à cause de la pollution sonore évoquée ci-dessus. Dans d'autres, où il a été accordé, les riverains dénoncent d'importantes nuisances. Des pétitions circulent, des terrains sont fermés, des cabinets d'avocats sont saisis...J'ai donc interrogé la Ministre Tellier à ce sujet.

- 01/06/2022 La valorisation touristique des espaces naturels remarquables
- 03/06/2022 Le glyphosate en Wallonie
- 14/06/2022 Le financement des travaux d'éégouttage sous les voiries régionales
- 14/06/2022 **Les difficultés des personnes électrohypersensibles**

L'électro hypersensibilité: un sujet complexe, qui doit être pris au sérieux

Outre la question posée en juin au Ministre Borsus, j'ai travaillé de près à la question de l'électro hypersensibilité. En juin dernier, j'organisais, en Wallonie picarde, une conférence de presse sur la question, et ai eu l'opportunité, à plusieurs reprises, d'aborder ce sujet de santé publique dans la presse régionale comme nationale.

JOURNÉE DE L'ÉLECTRO-HYPERSENSIBILITÉ

MIGRAINES, DOULEURS,
PICOTEMENTS, TROUBLES
COGNITIFS...
L'ÉLECTROHYPERSENSIBILITÉ
EMPÊCHE DE TRAVAILLER,
COMMUNIQUER, VIVRE
NORMALEMENT.
LA DOULEUR DE CES PERSONNES
DOIT ÊTRE RECONNUE.



FATIMA AHALLOUCH

**Cheffe de groupe PS Mouscron, Députée,
Sénatrice**

- 16/06/2022 Le lancement d'un dialogue intergénérationnel dans le cadre de la crise de la Covid-19

À M. Christophe Collignon, Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville

- 25/04/2022 Les défis en matière de logement pour les réfugiés ukrainiens

QUESTIONS ORALES

À Mme Valérie De Bue, Ministre de la Fonction Publique, de l'Informatique, de la Simplification Administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité Routière

- 12/11/2021 L'introduction de sept nouveaux radars tronçons
- 14/02/2022 Les accusations de l'émission Investigation concernant la politique wallonne en matière de patrimoine
- 13/06/2022 **Les perspectives de renforcement de la sécurité aux abords des écoles**

Renforcer la sécurité aux abords des établissements scolaires, c'est une priorité absolue.

Une statistique d'abord. Deux enfants par jour sont victimes, en Wallonie, d'un accident de la route aux heures d'entrée et de sortie des classes. Les 3-11 ans représentent 41% d'entre eux.

SÉCURITÉ AUX ABORDS DES ÉCOLES: UNE PRIORITÉ

Des subventions à hauteur de 80% sont prévues pour les communes qui souhaitent investir dans des marquages au sol plus visibles. Elles ont jusqu'au 31 juillet pour en faire la demande. Nous inciterons la Ville de Mouscron à s'inscrire dans ce projet.



FATIMA AHALLOUCH

**Cheffe de groupe PS Mouscron, Députée,
Sénatrice**

www.fatimaahallouch.be

 FatimaAhallouchPS

Afin d'augmenter la sécurité aux abords des écoles, **le Gouvernement a décidé de dégager un budget de 7 millions d'euros pour renforcer la visibilité des abords des établissements scolaires grâce à une nouvelle zone de marquage inédite**. L'objectif est de maintenir l'attention des usagers de la route tout au long du tronçon couvert par ce marquage, et de les faire ralentir plus tôt. Une première école, l'école fondamentale de Barvaux en Condroz, bénéficie déjà de ce nouveau marquage au sol. D'ici la prochaine rentrée scolaire, plusieurs établissements seront ainsi sécurisés en Wallonie. Dans un second temps, l'ensemble des communes qui le souhaiteront pourront en bénéficier. J'interrogeais la Ministre quant aux modalités pratiques de l'octroi de ces dispositifs par les communes.

Les communes doivent se saisir de cette opportunité. On sait que la sécurité routière est une approche globale et que cela va tout à fait en faire partie. Les chiffres font froid dans le dos. On doit donc absolument intervenir pour les réduire. Nous inviterons les autorités locales à se saisir de cette opportunité.

À Mme Christie Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action Sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes

- 02/02/2022 La nouvelle validité du Covid Safe Ticket (CST) suite au Comité de Concertation de ce 21 janvier
- 02/02/2022 Le renforcement de la lutte contre le racisme en Wallonie

À Mme Céline Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal

- 15/02/2022 **La forte présence de conduites de distribution d'eau en amiante-ciment en Wallonie picarde**

Fin janvier, un reportage diffusé par la RTBF sur l'existence de conduites en amiante-ciment a fait naître pas mal de craintes, en particulier chez les concitoyens de Wallonie picarde. Effectivement, s'il subsiste encore près de 3000 kilomètres de ce type de conduites en Wallonie, un tiers se trouve en Wallonie picarde.

Ainsi à Frasnes-lez-Anvaing, on est à plus de 80 % de conduites en amiante-ciment, plus de 70 % à Bernissart ou encore plus de 30 % à Mouscron-Pecq. Depuis la diffusion du reportage, plusieurs élus locaux ont pris contact avec la SWDE afin d'être mieux informés.

Comment expliquer une telle disparité entre les réseaux? Pourquoi une telle concentration en Wallonie picarde par rapport à d'autres sous-régions de Wallonie? Sous-entendu, est-ce des canalisations qui n'ont pas été remplacées au même rythme que les autres?

À M. Philippe Henry, Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures

- 13/06/2022 Le contournement de Lessines

B. PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

1. PROJET DE MOTION

- 26/04/2022 Projet de motion sur la nécessité d'avancer concrètement vers la gratuité scolaire et mesures à prendre immédiatement

2. RAPPORT

- 30/11/2021
Rapport de commission présenté au nom de la Commission de l'Éducation
Proposition de résolution visant à progresser vers la gratuité des fournitures scolaires en 2^{ème} cycle de l'enseignement fondamental

3. QUESTIONS RECEVABLES ADRESSÉES AU GOUVERNEMENT

QUESTIONS ÉCRITES

À Mme Caroline Désir, Ministre de l'Éducation

- 07/10/2021 Réforme des jurys
- 07/10/2021 Voyages scolaires à l'étranger, source de discrimination entre élèves
- 08/11/2021 **Voyage scolaire budget 2 000 € pour un voyage à New York de 5 jours dans un athénée namurois**

Des parents d'élèves ont fait part de leur mécontentement face à la décision de l'école de leurs enfants d'emmener ces derniers 5 jours à New York pour un budget de 2000 euros. L'école affirme avoir pris les devants, puisque le séjour est prévu en 2023, en proposant donc un paiement étalé. Mais, suite à la grogne de plusieurs parents, la direction a pris la décision d'annuler ce voyage.

Un voyage scolaire, outre son intérêt pédagogique, est une vraie expérience pour les élèves: ce sera peut-être leur premier déplacement en dehors de leur ville, mais surtout ce sera peut-être la première fois qu'ils quitteront le cocon familial si ce voyage comporte plus d'une nuitée. Cette expérience humaine facilite l'intégration des élèves mais qu'en est-il quand le budget demandé est inadapté pour tous, plus encore pour une famille avec plusieurs enfants, des revenus plus faibles ou des enfants dans la même classe?

Une proposition de résolution visant à établir des plafonds pour les voyages scolaires a été déposée en juin 2022. + lien: <https://www.pfwb.be/documents-parlementaires/document-rapp-001735756>

- 08/11/2021 Enseignement numérique - projet pilote rentrée numérique
- 18/11/2021 Histoire coloniale dans les référentiels
- 07/03/2022 Rencontre avec les directions qui ont manifesté leur mécontentement

— 07/03/2022 **Les écoles inclusives en FWB**

Tubize accueillera très bientôt deux nouvelles infrastructures répondant aux besoins spécifiques des enfants pour qui le parcours scolaire traditionnel n'est pas adapté. L'ASBL *Puzzle* est à la tête de ce projet innovant, et Lou Garagnani, maman engagée et maman d'un petit garçon atteint d'une maladie génétique très rare. Les soins spécifiques dont son fils a besoin au quotidien lui ont fait se rendre compte qu'il est difficile pour lui de trouver sa place dans les institutions traditionnelles.

Tubize sera le deuxième établissement de ce type en Fédération Wallonie-Bruxelles, et le premier en province du Brabant wallon. La structure, mais aussi la pédagogie, y sera adaptée. L'usage de pictogrammes et de la langue des signes auront pour but de faciliter la communication avec les enfants. Des ateliers spécifiques viendront les stimuler au fil des jours. Toutes les classes seront sous la tutelle d'une institutrice maternelle, et d'une éducatrice spécialisée. Les chiffres publiés sur le site de l'ASBL *Puzzle* interpellent: quatre crèches inclusives en région Wallonie-Bruxelles, douze classes inclusives au sein d'école ordinaire en Belgique, 2891 enfants porteurs de handicaps sur 35853 sont intégrés dans un système scolaire ordinaire.

En tant qu'enseignante et députée, je suis particulièrement touchée par le nombre de parents qui me contactent et qui n'ont aucune possibilité d'inscrire leurs enfants dans un milieu scolaire adéquat. Ou ils ne se retrouvent pas dans les classifications de l'enseignement spécialisé ou les aménagements raisonnables sont trop importants pour qu'ils puissent continuer dans leur milieu scolaire.

— 02/05/2022 L'accompagnement des enfants présentant des troubles du spectre de l'autisme

À Mme Valérie Glatigny, Ministre de l'Enseignement Supérieur, de l'Enseignement de la Promotion Sociale, des Hôpitaux Universitaires, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

— 08/11/2021 **Inégalités d'accès aux disciplines scientifiques**

La sociologue Clémence Perronnet a travaillé sur la disparition des filles et des jeunes issus des classes populaires des filières scientifiques, pourtant réputées plus égalitaires. Mme Perronnet retranscrit, dans «La bosse des maths n'existe pas», les résultats de ses travaux de thèse sur le goût des enfants pour les sciences. Fruit de quatre ans d'enquête dans les quartiers populaires, l'essai de la sociologue bat en brèche toutes les idées reçues sur l'origine de ces inégalités et parle plutôt «d'exclusion et de censure sociales». Dans son essai, la sociologue propose de rompre avec l'idée selon laquelle les femmes et les classes populaires s'intéressent moins à la science.

Deux indicateurs sont pertinents: le fait de faire des études dans les disciplines scientifiques puis celui de faire carrière. On constate que les gens qui s'impliquent dans les études et les professions scientifiques ne sont pas représentatifs de la population dans son ensemble. La répartition est inégale selon plusieurs critères. Le mieux documenté, c'est le critère de genre. Aujourd'hui, on sait que les femmes sont sous-représentées. La question était de savoir pourquoi il y a si peu de

filles en sciences. L'hypothèse de départ, qui a été invalidée assez vite, était que c'était sans doute qu'elles ont moins de pratiques culturelles liées aux sciences. Pour la sociologue, ce qui concourt à ce basculement, c'est plutôt la vision des figures de scientifiques dans toute cette culture que les «filles» consomment.

- 21/03/2022 Prostitution de mineurs
- 01/06/2022 Équivalence des diplômes pour les réfugiés ukrainiens en FWB

À Mme Bénédicte Linard, Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

- 18/11/2021 L'indépendance énergétique des musées en FWB
- 09/12/2021 Mise en œuvre accélérée des mesures contre les agressions sexuelles et le nombre de viols non dénoncés
- 09/12/2021 Soutien des éditeurs indépendants
- 13/12/2021 Suivi de la dernière CIM culture
- 17/12/2021 Suivi de l'impact des mesures du CODECO sur le secteur culturel
- 13/01/2022 Le harcèlement des femmes en ligne
- 20/01/2022 La réforme du statut des artistes
- 28/01/2022 Fortes contaminations de Covid-19 dans les crèches
- 28/01/2022 **La protection des enfants face au marketing alimentaire**

Le marketing alimentaire influence les choix que nous faisons pour nourrir notre famille. Produits trop sucrés, trop gras, inadaptés à une bonne alimentation; les enfants sont trop souvent la cible du marketing alimentaire et de publicités dangereuses pour leur santé.

MARKETING ALIMENTAIRE: LES ENFANTS DOIVENT ÊTRE PROTÉGÉS

PRODUITS TROP SUCRÉS, TROP GRAS, INADAPTÉS À UNE BONNE ALIMENTATION : **LES ENFANTS SONT TROP SOUVENT LA CIBLE DU MARKETING ALIMENTAIRE ET DE PUBLICITÉS DANGEREUSES POUR LEUR SANTÉ.**



FATIMA AHALLOUCH

Cheffe de groupe PS, Députée, Sénatrice



Récemment, une étude menée sur plus de 1150 produits ciblant spécifiquement les enfants de plus de 3 ans a présenté des chiffres interpellants. 95% des produits alimentaires analysés ne sont pas conformes aux critères fixés par l’OMS. Ils devraient donc être inéligibles au marketing à destination des enfants. Ces constats peuvent s’étendre à la diffusion de ce marketing. 64% des publicités en ligne et 75% des spots TV ciblant des enfants sur ce type de produits concernaient des articles à haute teneur en graisse ou sel.

Les messages et les campagnes des acteurs du terrain – incitant à manger cinq fruits et légumes par jour, pratiquer une activité physique régulière ou encore éviter de grignoter entre les repas – ont certes le mérite d’exister. Ils ne suffisent vraisemblablement pas à contrecarrer les effets de ce marketing alimentaire dont il faut encadrer les diffusions.

- 28/01/2022 Le syndrome des bébés secoués
- 14/02/2022 Guide «Comment informer sur les violences contre les femmes, 10 recommandations à l’usage des journalistes»
- 10/03/2022 L’exploitation sexuelles de mineurs
- 21/03/2022 Détresse des Équipes SOS Enfants
- 04/04/2022 La juste rémunération des artistes, auteurs et interprètes en ligne
- 26/04/2022 Mise en place du plan diversité
- 01/06/2022 Grossesses précoces et information sur la vie affective et sexuelle

QUESTIONS ORALES

À Mme Bénédicte Linard, Ministre de l’Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

- 14/09/2021 Suivi de l’utilisation du Covid Safe ticket
- 14/09/2021 Avancées de la réforme sur le statut d’artiste
- 26/10/2021 Protection et rémunération des artistes en Belgique Francophone
- 14/12/2021 Inclusion des enfants porteurs de handicaps dans les milieux d’accueil
- 14/12/2021 Lutte contre les violences obstétricales – suivi
- 25/01/2022 **« Dix ans de l’éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS): état des lieux du travail avec les services de promotion de la santé à l’école (PSE) »**

EVRAS: état des lieux

L’éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS) fête ses 10 ans. C’est le moment de faire un état des lieux du travail effectué avec les services de promotion de la santé à l’école (PSE).

L’EVRAS -éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle- consiste à accompagner les enfants, les adolescents et les jeunes adultes en leur proposant un éveil aux multiples dimensions de leur développement. Leurs valeurs sont donc le respect, la tolérance, l’accueil des différences et l’ouverture à l’autre.

Un ensemble d’acteurs prennent en charge l’EVRAS: écoles, parents, intervenants extrascolaires, centres PMS et les services de promotion de la santé à l’école (PSE). Leurs démarches doivent également être adaptée aux besoins et attentes des élèves et du projet de l’établissement. Les centres PMS et les services

L'EVRAS* FÊTE SES 10 ANS : ÉTAT DES LIEUX

LE 12 JUILLET 2012, L'EVRAS FAIT PARTIE DES MISSIONS DE L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE.

MOINS DE 20% DES ÉLÈVES BRUXELLOIS ONT BÉNÉFICIÉ D'UNE FORMATION EVRAS DANS LEUR SCOLARITÉ ET EN 2018, IL Y A EU 133 000 BÉNÉFICIAIRES EN RÉGION WALLONNE.

*Éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle



FATIMA AHALLOUCH

Cheffe de groupe PS Mouscron, Députée, Sénatrice

www.fatimaahallouch.be



PSE doivent permettre cette mise en œuvre. Ils exercent également un rôle fondamental d'interface entre les ressources internes et externes de l'école.

La Fédération Wallonie-Bruxelles annonce deux objectifs. Le premier est de généraliser l'EVAS. Pour cela, il faut collecter les données afin d'observer le programme suivi par chaque élève et sa cohérence. Le deuxième objectif est de labeliser les opérateurs extérieurs intervenant dans les écoles. Ils se basent donc sur le modèle du label existant pour garantir la qualité des interventions sur les thématiques du secteur de la Jeunesse.

J'interrogeais Bénédicte Linard, Vice-Présidente du Gouvernement et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes sur l'état des lieux de l'EVAS et sur l'impact qu'a pu avoir la crise sanitaire sur ces activités.

- 22/02/2022 Lutte contre le sexisme ordinaire et le harcèlement dans tous les secteurs de la FWB
- 22/02/2022 Lutte contre les violences sexuelles et collaborations avec les niveaux de pouvoir
- 24/05/2022 Cinéma belge et diversité résultats d'analyse de Sarah Sepulchre

À Mme Valérie Glatigny, Ministre de l'Enseignement Supérieur, de l'Enseignement de la Promotion Sociale, des Hôpitaux Universitaires, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

- 28/09/2021 Aide sociale et lutte contre les assuétudes des justiciables
- 22/02/2022 Accompagnement des détenus en prison
- 15/03/2022 Prise en considération de la dyspraxie dans l'enseignement supérieur
- 10/05/2022 Lutte contre les assuétudes en prison
- 24/05/2022 Fugue de mineurs
- 24/05/2022 Le CRAL et les diagnostics TSA pour adultes

À Mme Caroline Désir, Ministre de l'Éducation

- 14/12/2021 L'illectronisme
- 25/01/2022 Enseignement adapté aux mineurs étrangers non accompagnés (MENA)
- 25/01/2022 Pénurie d'enseignants pour le cours d'éducation à la philosophie et la citoyenneté
- 17/03/2022 Prise en considération de la dyspraxie dans l'enseignement
- 10/05/2022 Numérique comme soutien aux aménagements raisonnables

QUESTIONS D'ACTUALITÉ

À Mme Bénédicte Linard, Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

- 29/09/2021 Lutte contre la discrimination des aînés en FWB
- 23/02/2022 Monoparentalité rime de plus en plus avec précarité

En Belgique, plus d'un ménage sur dix est une famille monoparentale.

Dernièrement, le journal Le Soir titrait: «Devenir parent solo, c'est découvrir la précarité».

La ligue des familles s'intéresse à la situation des familles monoparentales et aux difficultés qu'elles peuvent rencontrer. Elle a ainsi réalisé une étude auprès de 1150 parents wallons et bruxellois. Premier constat: l'inquiétude sur la précarité qui en ressort est grandissante.

La précarité frappe nombre de ces familles monoparentales. L'accès au logement devient compliqué. 1 parent solo sur 5 consacre la moitié de son revenu à son logement. 22% d'entre eux identifient comme principale difficulté le manque de logement abordable et de qualité. En deuxième position, avec 17%, ils parlent de la faiblesse de leurs revenus. Autre constat alarmant, 1 parent solo sur 5 dort avec l'un de ses enfants. Ces parents ont dû renoncer à une ou plusieurs chambres dans le choix de leur logement actuel.

Autre point noir pour ces familles: la difficulté à concilier vie privée et vie professionnelle. Ces parents ont des difficultés à trouver un travail dont les horaires sont compatibles avec la vie de famille. De nombreux parents solos ne peuvent pas accepter un travail parce qu'il créera des incompatibilités avec la vie

familiale: horaires décalés ou lieu de travail trop éloigné. Le risque de précarité augmente donc encore. L'absence d'un revenu décent rend la vie quotidienne difficile, notamment dans la recherche ou le maintien d'un logement décent.

Pour le Groupe PS, il est essentiel d'agir pour soutenir ces familles monoparentales. Il s'agit d'une priorité politique absolue, notamment dans le cadre de la réforme de l'accueil temps libre (ATL). C'est donc dans cette optique que j'interrogeais récemment Bénédicte Linard, Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits.

MONOPARENTALITÉ RIME DE PLUS EN PLUS AVEC PRÉCARITÉ

CES FAMILLES RENCONTRENT DES
DIFFICULTÉS POUR **SE LOGER ET
CONCILIER VIE DE FAMILLE ET VIE
PROFESSIONNELLE**

1 PARENT SUR 5 CONSACRE LA
MOITIÉ DE SON REVENU À SON
LOGEMENT



FATIMA AHALLOUCH

**Cheffe de groupe PS Mouscron, Députée,
Sénatrice**

www.fatimaahallouch.be

 **FatimaAhallouchPS**

À Mme Caroline Désir, Ministre de l'Éducation

- 26/01/2022 Mesures d'accompagnement lors de l'annonce de cas de faits de mœurs dans une école
- 09/06/2022 Quel crédit accordé à l'étude du bureau du plan sur la baisse du niveau scolaire



C. SÉNAT

De très nombreux travaux ont porté sur la question migratoire, l'accueil de personnes réfugiées, notamment ukrainienne, leur santé et leur protection. J'ai également travaillé sur la question des violences à l'encontre des femmes, notamment en situation de conflit.

1. PROPOSITIONS DE RÉOLUTION

- 13/12/2021 Proposition de résolution relative aux droits et au bien-être de la génération confinement dans la société post-covid (co-signataire)
- 15/12/2021 Proposition de résolution relative à la diminution des débris spatiaux et de leur impact sur l'utilisation de l'espace (co-signataire)
- 23/02/2022 Proposition de résolution relative à la mise en place d'une autorité de contrôle des algorithmes (co-signataire)
- 22/04/2022 Proposition de résolution visant à appréhender le rôle d'aidant proche sous les « lunettes du genre » (co-signataire)

- 26/04/2022 Proposition de résolution relative à la mise à disposition de la naloxone en vue de réduire le nombre de décès liés aux surdoses et la mise à disposition d'eau pour préparation injectable afin de diminuer les risques sanitaires liés aux injections (co-signataire)
- 27/04/2022 Proposition de résolution relative aux nouvelles applications en matière de soins de santé et notamment de santé mobile (signataire)

Lors de la session plénière du 24/06/22, la proposition de résolution concernant les violences sexuelles contre les femmes dans les conflits armés ou situations de tension a été adoptée en présence de Mme Yevheniia Kravchuk, membre du Parlement ukrainien, qui s'est adressée aux sénateurs sur le sujet juste avant la séance plénière.

2. RAPPORTS

- 01/10/2021 Demande d'établissement d'un rapport d'information sur l'amélioration des procédures de marché publics (co-signataire)

3. RENCONTRE

Rencontre «tea time» pour les 100 ans de présence féminine au Sénat. Rencontre avec des femmes au parcours exceptionnel.

4. QUESTIONS ÉCRITES

À Mme Annelies Verlinden, Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique

- 30/09/2021 **Incident au centre Fédasil Mouscron**

La presse relate des faits de violence de deux jours au sein du centre d'accueil Fedasil de Mouscron ainsi qu'en centre-ville entre résidents. Les riverains du quartier du Tuquet, la bourgmestre de Mouscron et la police de Mouscron se plaignent non pas de tous les résidents mais d'un manque de discipline concernant certains résidents provoquant incidents, bagarres et nuisances sonores à l'intérieur mais aussi, en dehors du centre d'accueil. Magali Delannoy, porte-parole de la police de Mouscron, confirme le nombre d'interventions des services de police, qui augmenterait de manière croissante.

La bourgmestre de Mouscron déplore le manque de réactivité de la direction, et les récents événements la poussent à envisager des mesures radicales. Comme une réduction du nombre de réfugiés, voire la fermeture du centre.

Ces incidents, s'ils ne sont pas gérés, provoquent la colère légitime des riverains qui subissent ces nuisances quotidiennement. Des groupes d'extrême-droite régionaux, surfant sur des idées xénophobes, instrumentalisent les frustrations de ces citoyens à de seules fins électorales en n'apportant aucune solution si ce n'est la disparition des centres d'accueil.

- 30/09/2021 Ouverture d'un centre d'accueil Fédasil au domaine de Taintignies
- 26/11/2021 Défaut de droit d'accueil

- 26/11/2021 **Suite accueil de Mouscron**

La problématique

Le Conseil d'État a entendu Fedasil et la ville de Mouscron afin de statuer sur l'arrêté de police pris par la bourgmestre à l'encontre du centre pour demandeurs d'asile. Fedasil avait en effet introduit un recours en urgence contre la décision de la bourgmestre d'obliger le gestionnaire du centre de diminuer de moitié et de limiter la capacité d'accueil du centre pour demandeurs d'asile «Le Refuge» après plusieurs faits de violences et d'incivilités. La ville de Mouscron a communiqué la décision.

Avec cette décision, le centre pour demandeurs d'asile va devoir diminuer de moitié le nombre de résidents et passer des huit cent vingt occupants actuels à quatre cents.

Pour Fedasil, il semble pourtant impossible de répondre à court-terme aux exigences de la bourgmestre mouscronnoise, faute de places disponibles dans d'autres centres d'accueil et d'un nombre important de demandes d'asile introduites ces derniers temps. Or, les astreintes sont importantes en cas de non-diminution du nombre de demandeurs d'asile dans le centre.

- 17/12/2021 La régularisation humanitaire des dossiers des grévistes de la faim
- 05/04/2022 Plateforme européenne d'enregistrement des réfugiés ukrainiens

À M. Sammy Mahdi, Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, chargé de la Loterie Nationale, adjoint à la Ministre de l'Intérieur et des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique

- 30/09/2021 Incident au centre Fedasil Mouscron
- 30/09/2021 Ouverture d'un centre d'accueil Fedasil au domaine de Taintignies
- 12/10/2021 Refoulements illégaux aux frontières européennes
- 26/11/2021 Défaut de droit d'accueil
- 26/11/2021 Morts de migrants aux frontières européennes
- 26/11/2021 Suite accueil de Mouscron
- 17/12/2021 La régularisation humanitaire des dossiers des grévistes de la faim
- 09/03/2022 Gestion des demandes de protection internationale par la Grèce
- 25/03/2022 Protection des femmes Ukrainienne vis à vis des logements particuliers
- 25/03/2022 **Protection des MENA ukrainiens**

Les Belges se montrent solidaires envers les exilés ukrainiens depuis le début de ce conflit, et beaucoup de citoyens se proposent d'accueillir les réfugiés ukrainiens.

Je partage votre inquiétude quant au fait que des groupes criminels organisés ou des personnes malveillantes pourraient être tentés d'exploiter les vulnérabilités des personnes fuyant la guerre. Ce sont des victimes potentielles d'exploitation sexuelle mais aussi économique.

Le service des Tutelles du service public fédéral (SPF) Justice a appelé les tuteurs à être vigilants contre les abus de mineurs étrangers non accompagnés (MENA). Les communes ont été interpellées sur la possibilité de vérifier les logements proposés. La page dédiée pourra sensibiliser préventivement tous les Ukrainiens arrivant en Belgique afin d'éviter au maximum les accidents.

- 05/04/2022 Plateforme européenne d'enregistrement des réfugiés ukrainiens

À M. Frank Vandenbroucke, Vice-premier Ministre et Ministre des Affaires Sociales et de la Santé Publique

- 30/09/2021 Problématique santé prison de Tournai
- 12/10/2021 Implants mammaires
- 09/02/2022 **Reconnaissance de l'endométriose**

En France, l'endométriose, maladie gynécologique liée à la migration de tissus utérins en dehors de l'utérus, est reconnue comme une affection de longue durée. Ce fait constitue une avancée importante car cette maladie est un réel problème de société. Les femmes concernées pourront espérer dès lors des réponses adéquates en consultant.

Bon nombre de femmes sont concernées par l'endométriose et supportent les douleurs extrêmes que cette maladie peut leur infliger. De meilleurs remboursements des frais médicaux liés à la maladie seront désormais prévus, et la législation du travail devra également tenir compte de cette reconnaissance. Il est essentiel d'améliorer la qualité de vie de ces patientes, dont certaines doivent rester alitées. Le parcours est long pour ces patientes, le diagnostic est difficile et prend plusieurs années à être posé. Il est cependant certain qu'une telle reconnaissance va changer le quotidien des femmes concernées par cette maladie et également encourager la recherche. Votre département est-il attentif à cette problématique? Disposez-vous d'informations complémentaires quant à une éventuelle reconnaissance en Belgique?

- 11/05/2022 Diagnostic autisme adulte

À M. Vincent Van Quickenborne, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord

- 30/09/2021 Problématique santé prison de Tournai
- 25/03/2022 Protection des MENA ukrainiens

À Mme Sophie Wilmes, Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires Etrangères, des Affaires Européennes et du Commerce Extérieur, et des Institutions Culturelles Fédérales

- 08/10/2021 Expulsion enfant Suède
- 08/10/2021 Les femmes en Afghanistan suite chaos taliban
- 12/10/2021 Sociétés belges implication colonie israélienne
- 12/10/2021 Refoulements illégaux aux frontières européennes
- 26/11/2021 Morts de migrants aux frontières européennes
- 09/03/2022 Gestion des demandes de protection internationale par la Grèce

— 25/03/2022 **Protection des femmes ukrainiennes vis-à-vis des logements particuliers**

La situation en Ukraine est dramatique. En particulier, de nombreux témoignages font état du recours au viol comme arme de guerre. Les femmes victimes de ces agissements qui obtiennent le statut de réfugié dans un des pays européens doivent ensuite débiter les démarches suite au viol subi, avec toutes les difficultés que cela comprend. En effet, il n'est pas besoin de rappeler l'attitude de certains pays européens en ce qui concerne l'accès à l'interruption volontaire de grossesse (IVG).

À contrario, notre pays dispose dans ce domaine de services de pointe, également dans le domaine du soutien psychologique aux victimes de viol ou de violences sexuelles au sens large.

La Belgique et les instances européennes se doivent de financer une assistance spécifique et des programmes humanitaires de protection pour les femmes ukrainiennes victimes de violence ainsi que de leurs proches qui les soutiennent. Plusieurs textes internationaux visent à protéger spécifiquement les filles et femmes en raison de leur vulnérabilité et besoins spécifiques. Il est essentiel pour la Belgique de continuer à porter haut et fort cette position au sein de toutes les instances internationales.

- 25/03/2022 Rapport OLAF sur l'agence Frontex
- 05/04/2022 Plateforme européenne d'enregistrement des réfugiés ukrainiens

À Mme Karine Lalieux, Ministre des Pensions et de l'Intégration Sociale, Chargée des Personnes Handicapées, de la Lutte contre la Pauvreté et de Beliris

- 17/11/2021 Santé mentale soutien psys CPAS
- 30/03/2022 Soutien aux CPAS réfugiés ukrainiens

PRÉSENTATION DES AUTRES ACTIVITÉS



IMPLICATION LOCALE, CONSEILLÈRE COMMUNALE ET CHEFFE DE GROUPE À MOUSCRON

En tant que membres de l'opposition, les conseillers socialistes, à Mouscron, se doivent de dénoncer certaines politiques mises en place en Cité des Hurlus. Cette année a une nouvelle fois été l'occasion de pointer du doigt plusieurs situations problématiques. En matière notamment de sécurité routière, de mobilité, de gestion de la précarité, de violences faites aux femmes...

Nous intervenons régulièrement contre la politique du tout-au-béton mise en place à Mouscron, et à l'absence de vision d'avenir quant à la biodiversité, la défense du patrimoine, ou la création de lieux propices au loisir ou au vivre-ensemble.

Enfin, la présence d'un groupuscule d'extrême-droite particulièrement agressif, notamment envers nos concitoyens résidant au Centre Fedasil, nous amène à très régulièrement prendre la parole contre l'extrême-droite et les discours de haine.



QUESTIONS D'ACTUALITÉ AU CONSEIL COMMUNAL

- 13/09/2021 Journée du patrimoine
La mobilité à Mouscron
- 18/10/2021 La journée mondiale de lutte contre la pauvreté
Taxe 4 € par m² sur les surfaces commerciales
- 29/11/2021 Journée de lutte contre la violence faite aux femmes
Projet skatepark
- 31/01/2022 La mobilité
Suspicion de faits de mœurs dans une école
- 21/02/2022 Les conduites de distribution d'eau en amiante-ciment
L'état de nos établissements culturels
- 28/03/2022 Les aménagements de blanches mailles
Les travaux rue du Val
- 28/04/2022 L'émission au Commissariat
- 23/05/2022 Projets des sociétés Gramybel, Mydibel Fresh et Mypower
Suspicion de piqûre au GHB en soirée
- 27/06/2022 Accessibilité PMR aux festivités et label handicapity

MISSIONS ET VISITES

- 22/11/2021 Visite de l'internat autonome de Pecq
- 17/02/2022 Visite de la Maison de la Formation Wallonie-Picarde
- 24/02/2022 Visite autour du patrimoine à Tournai avec l'échevine du Tourisme
- 17/05/2022 Visite de la Maison Folie Hospice d'Havré
- 16/06/2022 Visite internat Autonome de Mouscron
- 21/03/2022 Visite de l'Eurometropolitan e-campus à Tournai21.03
- 20/05/2022 **Visite de la SPA Mouscron**

La SPA de Mouscron m'a interpellée suite à des faits de négligences et de maltraitance animale constatés à plusieurs reprises sur le territoire mouscronnois. La SPA a souhaité rappeler son rôle et se positionner en tant qu'acteur essentiel de la protection animale.





À ces visites s'ajoutent les nombreuses rencontres de terrain, ma présence à divers événements festifs et culturels, des visites d'écoles, une participation à des manifestations et mouvements citoyens et sociaux... J'ai également eu l'opportunité de faire visiter les différents parlements à plusieurs jeunes de la région.

RENCONTRES...

Parmi les actions de terrain, citons notamment une visite à la SPA et des questions sur le bien-être animal; des communications dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux femmes; ou encore la présentation à la presse de Mme Cindy Renski, responsable d'une association de lutte contre les violences, en tant que «Talent Wallon».

Soutien au collectif «Non au Projet des Trois Herseaux»

Une délégation du collectif «Non au projet des Trois Herseaux» a été entendue en commission le 21.12, au Parlement wallon. Suite à une pétition comportant 1696 signatures, la délégation a présenté le projet, son histoire, et la lutte citoyenne menée autour de la défense de la campagne herseautoise, et contre le «tout au béton» et l'étalement urbain. Un positionnement que nous soutenons, au niveau du groupe socialiste de Mouscron.

Concernant l'aspect urbanistique du projet, je suis revenue sur les problèmes de mobilité inhérents au projet, sur la problématique des charges d'urbanisme à Mouscron, et sur la politique de logement dans notre ville. Nous ne pouvons pas nous contenter d'être une cité-dortoir pour les grandes villes frontalières! Ce type de projet ne répond pas aux besoins réels de la population mouscronnoise.

Concernant l'aspect citoyen, je constate à quel point les armes sont inégales dans ce dossier, comme dans d'autres. Je ne peux que féliciter la détermination et le travail de ces collectifs, qui n'ont que peu d'opportunités de s'opposer à des projets qui les concernent.

ÉDUCATION PERMANENTE, ÉVÉNEMENTS, CULTURE

En tant que co-présidente de PAC Mouscron, j'ai présenté plusieurs événements et conférences, sur des sujets de fond, essentiels à notre démocratie. Nos thèmes de la saison étaient la lutte contre l'extrême droite, la défense des acquis sociaux et la défense des libertés syndicales, du droit de manifestation et de grève.

— **28/09/2021**

Conférence PAC: «Extrême droite: la bête a-t-elle mué?», débat avec Julien Dohet, Secrétaire politique du SETCa-FGTB de Liège et Olivier Starquit, Directeur des services syndicaux de la Centre générale FGTB.

— **06/11/2021 au 01/12/2021**

Exposition «Triangle rouge», la lutte contre l'extrême droite et son histoire, en collaboration avec le Musée de Folklore vie frontalière et les Territoires de la Mémoire.



— **15/03/2022**

Conférence PAC avec Thierry Bodson, Président de la FGTB, et Edgar Szoc, administrateur de la Ligue des Droits humains: «Liberté syndicale, de manifester, de faire grève»



— **09/04/2022 au 24/04/2022**

Exposition «Le droit de vivre. L'histoire de la sécurité sociale», en collaboration avec le Centre d'Éducation Populaire André Genot (CEPAG).

— **28/04/2022**

Soirée culturelle sur le thème de l'iftar

— **04/05/2022**

Café politique PAC avec Thomas Dermine, Secrétaire d'état pour la relance et les investissements stratégiques.







Square Arthur Masson, 6 - 5012 Namur
081.23.10.36 - courriel@parlement-wallonie.be

Éditrice responsable: Fatima Ahallouch,
Députée PS au Parlement de Wallonie,
rue du Val, 12 - 7700 Mouscron



RAPPORT D'ACTIVITÉS



SESSION ORDINAIRE 2020-2021
3^E SESSION DE LA XI^E LÉGISLATURE

MME FATIMA AHALLOUCH
DÉPUTÉE PS
AU PARLEMENT DE WALLONIE





TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	2
PRÉSENTATION DE LA DÉPUTÉE	4
PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS PARLEMENTAIRES	6
A. PARLEMENT DE WALLONIE	6
1. Proposition de décret	6
2. Proposition de résolution	6
3. Questions d'actualité	7
4. Questions écrites	9
5. Questions orales	11
B. PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES	19
1. Rapports	19
2. Proposition de résolution	19
3. Questions d'actualité	20
4. Questions écrites	20
5. Questions orales	23
C. SÉNAT	26
1. Rapports	26
2. Proposition de loi	26
3. Propositions de résolution	26
4. Questions écrites	27
PRÉSENTATION DES AUTRES ACTIVITÉS	35
1. Implication locale	36
2. Actions et visites de terrain	37



AVANT- PROPOS

POUR LA DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE,
C'EST LA PANDÉMIE QUI A RYTHMÉ NOS VIES.
NOS VIES QUOTIDIENNES, NOS MÉTHODES DE TRAVAIL.
LES ACTIVITÉS POLITIQUES ÉGALEMENT.

FATIMA AHALLOUCH
DÉPUTÉE PS AU PARLEMENT DE WALLONIE



Difficile aujourd'hui d'envisager toutes les facettes de l'existence sans prendre en compte l'angle «Covid». La culture, l'horeca, l'enseignement et bien d'autres secteurs le savent particulièrement. Le covid s'est implanté dans nos vies, probablement durablement.

En tant que parlementaire, j'ai travaillé aux sujets qui me sont chers: le soutien à l'enseignement, au secteur culturel et aux artistes, à la jeunesse. La protection du patrimoine. La santé mentale des jeunes et des enfants, mais aussi du personnel soignant. Ajoutons à cela la lutte contre les extrêmes, les discours de haine, les «fake news». Car nous vivons dans un monde complexe, un monde fait de communication tous azimuts, où les messages contraires viennent mettre à mal la vérité et la démocratie.





**EN TANT QUE PARLEMENTAIRE, J'AI TRAVAILLÉ
AUX SUJETS QUI ME SONT CHERS :
LE SOUTIEN À L'ENSEIGNEMENT, AU SECTEUR
CULTUREL ET AUX ARTISTES, À LA JEUNESSE.
LA PROTECTION DU PATRIMOINE.**

J'ai également poursuivi mon combat contre les violences faites aux femmes, notamment en participant à la campagne « T'as conscience », et en intervenant au Parlement contre les cyber-violences dont sont victimes de nombreuses femmes et jeunes filles.

Enfin, tant au niveau communal qu'au Parlement, je me suis investie pour le bien-être animal, le soutien aux refuges animaliers, le maintien de la biodiversité et d'espaces verts dans la Ville.

Vous trouverez dans ces pages un aperçu de mes activités de l'année ; à elles s'ajoutent les visites de terrain, la proximité, les permanences, et tout ce qui fait le travail politique, au quotidien.

PRÉSEN- TATION DE LA DÉPUTÉE

FATIMA AHALLOUCH, DÉPUTÉE ET SÉNATRICE
CONSEILLÈRE COMMUNALE À MOUSCRON, CHEFFE DE GROUPE PS

Passionnée d'Histoire, de lecture et de voyages, je suis active en politique depuis 16 ans. J'ai été amenée dès mon plus jeune âge à constater les inégalités et l'injustice de notre société, et c'est très tôt que je me suis investie au niveau associatif.

En tant qu'enseignante, mes domaines de prédilection sont évidemment l'enseignement et la jeunesse. J'accorde également beaucoup d'importance à la cohésion sociale.

J'ai été élue en 2012 au Conseil communal de Mouscron, ma Ville. J'y défends les valeurs de gauche telles que la solidarité et l'équité. Je suis devenue, en 2019, députée wallonne.

Coordonnées

Bureaux: Rue du Val, 12

7700 Mouscron

+32(0)486/94.08.14

www.fatimaahallouch.be



**J'AI ÉTÉ AMENÉE DÈS MON PLUS JEUNE ÂGE À CONSTATER
LES INÉGALITÉS ET L'INJUSTICE DE NOTRE SOCIÉTÉ, ET C'EST
TRÈS TÔT QUE JE ME SUIS INVESTIE AU NIVEAU ASSOCIATIF.**



- Conseillère communale, cheffe de groupe PS (Mouscron)
- Députée wallonne au Parlement de Wallonie
- Députée au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- Sénatrice
- Présidente faisant fonction USC Mouscron et section Mouscron
- Vice-Présidente de la Fédération PS Wallonie picarde
- Co-Présidente PAC Mouscron

PRÉSEN- TATION DES ACTIVITÉS PARLEMEN- TAIRES



A. PARLEMENT DE WALLONIE

1. PROPOSITION DE DÉCRET

- 11/05/2021 Proposition de décret modifiant les articles 2 et 6 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets en vue de limiter l'usage du ticket de caisse (co-signataire)

2. PROPOSITION DE RÉOLUTION

- 16/03/2021 Proposition de résolution visant à garantir la liberté d'expression pour les opposants russes et à la libération du prisonnier politique Alexeï Navalny détenu en Fédération de Russie





3. QUESTIONS D'ACTUALITÉ

— 14/10/2020 L'accord entre l'Union européenne et le Mercosur

J'interrogeais en octobre dernier Elio Di Rupo, Ministre-Président du Gouvernement wallon, sur l'accord entre l'Union européenne et le MERCOSUR. En effet, en janvier dernier, j'avais rencontré une délégation d'Indiens d'Amazonie. Ces derniers nous avaient alors remis une pétition, via Amnesty International pour que l'on puisse veiller au respect des droits humains dans l'accord MERCOSUR.

Il s'avère que la lutte pour le climat et la biodiversité n'y apparaissent pas comme des éléments essentiels. Cela ne veut pas dire que ces éléments n'y apparaissent pas. Mais ils ne sont pas clairement repris sous le statut d'«élément essentiel» comme le sont par exemple les principes démocratiques. Cela ne leur permet pas d'être utilisés comme leviers et comme clauses suspensives, le cas échéant. Enfin, ce n'est pas repris non plus comme «principe directeur» comme l'est le développement social et économique. Le climat et la biodiversité sont «relégués» dans les objectifs politiques légitimes et c'est à chaque partie de réguler cet aspect.

«Ce qui manque, c'est un engagement contraignant en termes de climat et de biodiversité.»



Ce qui m'interpelle particulièrement, c'est le manque de transparence dans ce type de données. Que l'on apprenne cela via une fuite de Greenpeace, cela pose vraiment question. Cet accord concerne plus de 700 millions de personnes. Ces lacunes posent une question démocratique essentielle à mon sens. Cela jette encore un peu plus de suspicion sur cet accord.

«Monsieur le Ministre-Président, avez-vous pris connaissance du contenu de cette révélation? Pouvez-vous confirmer la position d'un refus ferme de la Wallonie quant au texte actuel?»

La réponse d'Elio Di Rupo confirme la position de la Wallonie. *«Quelques jours avant la publication des éléments par Greenpeace, un rapport a été présenté à l'Assemblée nationale française sur la relation avec le MERCOSUR. Les conclusions sont celles que l'on connaît, c'est-à-dire que, notamment sur les droits environnementaux et la lutte contre le réchauffement climatique, il y a des difficultés. La chancelière allemande, Angela Merkel, a récemment annoncé que l'Allemagne, qui exerce actuellement la présidence tournante de l'Union, n'avait pas l'intention de faire procéder à la ratification en novembre, comme cela avait été annoncé. Pour notre part, rien de nouveau, vous connaissez la position du Gouvernement à cet égard, et je pense du Parlement: nous nous opposons à la ratification de l'accord compte tenu de ses faiblesses, non seulement sur les plans climatique et environnemental, mais également pour des raisons de droits de l'homme, des droits sociaux, des droits syndicaux et des enjeux pour l'agriculture wallonne.»*

— 12/05/2021 La mise en place d'un coronapass en Belgique



4. QUESTIONS ÉCRITES

Elio DI RUPO, Ministre-Président du Gouvernement wallon

- 09/03/2021 La répartition des moyens du plan de relance européen

Willy BORSUS, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences

- 22/09/2020 La fracture numérique
- 22/01/2021 L'application des dispositions du Règlement général sur la protection des données (RGPD) en matière d'enquête publique dans le cadre d'une demande de permis d'urbanisme
- 13/04/2021 L'implication dans le processus décisionnel d'un conseiller communal riverain d'un projet de création de voirie ou d'un projet d'urbanisme
- 27/04/2021 L'aide aux professions liées aux cérémonies et à l'événementiel
- 27/04/2021 L'aide pour les services traiteurs qui fournissent les repas aux écoles
- 07/05/2021 Les perspectives pour le secteur des prestations de mariage
- 18/05/2021 Les répercussions économiques pour les commerçants d'Hollain des travaux de réfection de la RN507

Philippe HENRY, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité

- 09/02/2021 Le renforcement des mesures contre le vol de vélos
- 07/05/2021 Le contournement de Lille et son impact sur la mobilité en Wallonie picarde
- 18/06/2021 La sécurisation de la RN58 à Mouscron
- 23/06/2021 Les nuisances sonores générées par la E429 à Ath
- 07/07/2021 La sécurisation de la route de Morcourt à Tournai

Christie MORREALE, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes

- 26/10/2020 L'évacuation d'un camp de migrants à Froyennes
- 02/12/2020 L'accès des personnes porteuses d'un handicap au marché de l'emploi
- 08/01/2021 Les collaborations dans la lutte contre les discriminations dans l'accès au logement
- 08/01/2021 Le logement inclusif pour les personnes atteintes d'un spectre autistique
- 08/01/2021 Les 5000 chèques ALE gratuits à destination des maisons de repos et des structures d'hébergement
- 11/01/2021 L'octroi de chèques ALE pour les institutions d'hébergement collectif
- 01/03/2021 Le soutien aux associations de lutte contre les violences conjugales
- 29/03/2021 La formation en entreprise dans le secteur de l'HORECA
- 30/03/2021 Les règles de sécurité pour les aides ménagères



- 01/04/2021 L'ouverture des visites dans les maisons de repos
- 01/04/2021 L'impact de la crise sanitaire liée à la covid-19 sur les droits des femmes
- 06/04/2021 Le burn out parental
- 17/06/2021 Les abris de nuit en Wallonie picarde

Jean-Luc CRUCKE, Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives

- 26/04/2021 Les comités d'acquisition

Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville

- 07/01/2021 Les bulletins
- 07/01/2021 La présence des communes sur les réseaux sociaux
- 15/01/2021 Le plan de lutte contre les discriminations en matière de logement et la déontologie des agents immobiliers
- 02/03/2021 L'audit des agences immobilières sociales (AIS)
- 26/04/2021 L'évolution de l'offre de logement de Mouscron
- 21/06/2021 Les prérogatives des villes et communes en matière de propriété publique

Valérie DE BUE, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière

— **14/10/2020 Le succès du Pass VisitWallonia**

L'opération «Pass touristique» a connu un véritable succès. Un succès bien au-delà des attentes de tous les acteurs du secteur, puisque le site «Visit Wallonia» a été littéralement pris d'assaut dès dimanche soir, alors que la distribution commençait ce lundi à 6h du matin. Les 20000 premiers pass étaient déjà tous distribués, en quelques minutes.

La prochaine distribution aura lieu en novembre, et j'interpellerai d'ici là la Ministre De Bue à ce propos, pour que la méthode de distribution soit revue, en pensant cette fois à tous les publics.

Si je peux comprendre que personne n'avait vu venir la ruée sur ces pass, il convient d'analyser la situation afin d'apporter des adaptations au système. En effet, tout le monde ne peut être connecté à 6h du matin pour obtenir son pass. La fracture numérique est une réalité, dont il faut tenir compte. Tous les âges, tous les publics, ne sont pas égaux face à l'usage d'internet, et il est nécessaire de prendre cet élément en considération dans cette opération.



- 14/10/2020 Les états généraux de la sécurité routière
- 14/10/2020 Le château des Comtes de Mouscron
- 19/10/2020 L'occupation de sites classés au patrimoine wallon
- 27/10/2020 L'avenir du tourisme wallon
- 27/10/2020 L'organisation du Service Public de Wallonie (SPW) suite aux décisions du Comité de concertation
- 22/01/2021 La sauvegarde de la cheminée de la Vesdre à Mouscron
- 22/01/2021 La découverte d'un site protohistorique dans le zoning de Tournai 3
- 09/02/2021 Les dégâts causés à la collégiale Sainte-Waudru à Mons
- 27/04/2021 Les recommandations visant à une réforme des allocations familiales et de l'accueil de la petite enfance en lien avec le plan de relance
- 07/05/2021 La poursuite des travaux de restauration de la Cathédrale de Tournai
- 21/06/2021 La sécurisation de la RN58 à Mouscron
- 02/07/2021 La route de Morcourt

Céline TELLIER, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal

- 06/10/2020 La transmission des résultats de l'étude de l'évolution de la Covid-19 dans les eaux usées
- 06/10/2020 La prolifération de perruches à collier
- 19/10/2020 Les impacts du projet boucle du Hainaut sur la santé et la faune
- 05/01/2021 La pollution de l'Escaut
- 09/03/2021 Les ressources des refuges animaliers
- 17/03/2021 Le projet de poulailler industriel à Dottignies
- 16/07/2021 L'état d'avancement de l'implémentation d'un système de consigne sur les canettes et bouteilles en plastique

5. QUESTIONS ORALES

**Commission de la fonction publique, du tourisme et du patrimoine
À la Ministre Valérie De Bue**

- 14/09/2020 Les journées du patrimoine
- 14/09/2020 L'avenir du patrimoine Wallon
- 29/09/2020 Le développement d'un tourisme plus durable
- 30/11/2020 Les règles d'octroi des prestations familiales
- 11/01/2021 La sauvegarde du patrimoine religieux classé
- 11/01/2021 Les prises de rendez-vous dans les centres de contrôle technique
- 11/01/2021 Les constats à tirer des dernières statistiques en matière de sécurité routière
- 01/03/2021 Le plan de transition des infrastructures de la petite enfance
- 26/05/2021 La nécessité de renforcer la politique de lutte contre la pauvreté infantile dans l'octroi des allocations familiales
- 26/05/2021 Le classement du patrimoine du 20^e siècle
- 21/06/2021 L'accessibilité des personnes souffrant d'un handicap aux sites touristiques



**Commission de l'emploi, de l'action sociale et de la santé
À la Ministre Christie Morreale**

— **13/10/2020 Le soutien psychologique aux équipes des institutions
d'hébergement**

BIEN-ÊTRE

UN ACCOMPAGNEMENT PSYCHOLOGIQUE POUR LE PERSONNEL SOIGNANT, C'EST ESSENTIEL

La crise sanitaire a laissé des traces au sein du personnel, tant des hôpitaux que des maisons de repos. Les différents acteurs de terrain tirent aujourd'hui encore la sonnette d'alarme sur la fragilité psychologique de ces travailleurs et travailleuses. Il est nécessaire de leur apporter un maximum de soutien.

Fatima Ahallouch



C'est la semaine de la santé mentale. Un thème crucial, alors que nous subissons toutes et tous la crise actuelle. Le Covid et ses conséquences frappent le mental de plein fouet, et plus encore peut-être celui des travailleurs et travailleuses de première ligne. Soignants, accompagnants en maisons de repos font face quotidiennement à la maladie, aux craintes des patients et de leur entourage. Les accompagner psychologiquement, c'est essentiel. J'ai interrogé Madame la Ministre Christie Morreale à ce sujet.

La crise sanitaire a laissé des traces au sein du personnel soignant et d'encadrement. Ce, tant au sein des hôpitaux que des maisons de repos. Nombreux sont ceux qui tirent aujourd'hui la sonnette d'alarme sur la fragilité psychologique du personnel, particulièrement dans les institutions d'hébergement agréées par la Wallonie. Le secteur craint qu'une nouvelle vague, couplée aux infections respiratoires hivernales habituelles, ne vienne «en rajouter». Aujourd'hui, le «bashing» médiatique qui frappe les maisons de repos n'est pas de nature à améliorer l'image que tous ces travailleurs ont de leur propre mission. Divers acteurs de terrain en attestent.

Le soutien psychologique envers ces groupes de travailleurs et travailleuses a été renforcé dès avril 2020; notamment au travers de la ligne d'écoute gratuite mise en place. Par la suite, un renforcement des équipes de soutien psychologique a permis plus de visites de terrain. Il est essentiel de poursuivre ces efforts et d'assurer le bien-être des travailleurs du secteur de la santé et des institutions d'hébergement agréées en Wallonie.

Enfin, les chiffres entre juillet et septembre attestent que 56% des maisons de repos ont eu recours à un soutien psychologique. On sait que les principales raisons pour cela relèvent du stress lié à la charge de travail, du traumatisme lié aux nombreux décès et évidemment à l'épuisement professionnel. Il est donc essentiel de poursuivre ces efforts.

- 13/10/2020 L'évaluation des équipes sanitaires mobiles d'urgence wallonnes
- 15/12/2020 L'étude d'Unia sur les conditions de vie des personnes en situation de handicap
- 12/01/2021 Le retrait de l'agrément au domaine de Taintignies
- 12/01/2021 L'octroi d'un permis de travail pour les sans-papiers dans le domaine des soins de santé
- 26/01/2021 Le respect de la quarantaine pour les familles transfrontalières en cas de garde alternée
- 26/01/2021 Le soutien aux abris de jour et aux abris de nuit en période hivernale
- 02/03/2021 L'échec de la reprise du domaine de Taintignies





— **25/05/2021 La lutte contre les cyber-violences à l'égard des femmes**

La généralisation des smartphones et réseaux sociaux représente un terrain fertile pour le harcèlement des jeunes et des femmes, deux publics particulièrement touchés sur la toile. Il s'agit d'une forme de violence, de « cyber-violence », qui doit cesser.

Alors qu'autrefois, le harcèlement pouvait s'arrêter aux portes de la maison, aujourd'hui il est beaucoup plus insidieux, plus intrusif, plus violent, avec un public plus large également et a des conséquences graves. Des victimes en arrivent à commettre l'irréparable. Internet a largement favorisé le développement de nouvelles formes de harcèlement à savoir: les insultes, l'envoi de photos et vidéos intimes, la propagation de rumeurs, l'usurpation d'identité ou encore le piratage de compte. Selon les spécialistes, un jeune sur trois est victime de harcèlement. On apprend que 63% des femmes journalistes disent être victimes de harcèlement en ligne. Les auteurs de ce harcèlement se sentent d'autant plus forts, qu'ils sont cachés derrière un écran et souvent anonymes. Le combat contre toute forme de violence et de harcèlement doit s'intensifier. Il est temps de prendre des mesures fortes.

En mai, j'interrogeais Madame la Ministre Morreale à ce sujet.

Commission des affaires générales et des relations internationales
Au Ministre-Président Elio Di Rupo

— **25/01/2021 Le statut spécifique des transfrontaliers**

J'ai particulièrement travaillé la question des citoyens transfrontaliers pendant toute la crise Covid. Il était essentiel pour cette population, dont je fais partie d'avoir un statut clair.

Il faut le répéter: la crise sanitaire, accompagnée de ses restrictions en matière de déplacements, a eu un impact plus fort sur les personnes qui vivent près d'une frontière. Les frontaliers vivent, travaillent, font leurs courses en faisant fi de ces frontières. Pourtant, les mesures gouvernementales n'ont pas, au départ, tenu compte de cette réalité. La situation des métiers de contact, autorisés à travailler à Tourcoing et pas à Mouscron, en est une parfaite illustration. Il fallait un statut clair à ces régions. J'ai interpellé les autorités à de nombreuses reprises à ce sujet. J'ai interrogé Elio Di Rupo sur un éventuel statut de transfrontalier. Statut qui prendrait réellement en compte les réalités des citoyens de ces zones.

ZONES FRONTALIÈRES ET CONFINEMENT: DES SPÉCIFICITÉS À PRENDRE EN - COMPTE

A l'heure du déconfinement progressif, des commerces, familles, particuliers ne peuvent évoluer au même rythme que les autres, en raison de la présence physique de la frontière. Ne faut-il pas prendre en compte certaines spécificités liées à nos régions transfrontalières?



Fatima Ahallouch



**Commission de l'économie, de l'aménagement du territoire et de l'agriculture
Au Ministre Willy Borsus**

- 26/01/2021 La cyberattaque subie par le Centre Hospitalier de Wallonie picarde

**Commission de l'environnement, de la nature et du bien-être animal
À la Ministre Céline Tellier**

- **09/02/2021 Le suivi du dossier relatif à la boucle du Hainaut**

Le 9 février 2021, j'interrogeais déjà Madame la Ministre Céline Tellier, en charge de l'Environnement et du Bien-être animal, sur le suivi du dossier relatif à la Boucle du Hainaut. J'ai en effet été contactée à plusieurs reprises par des riverains et des élus locaux inquiets, pour les impacts de l'opération sur la santé, tant des humains que des animaux, domestiques ou d'élevage. J'ai par ailleurs eu l'occasion de rencontrer des riverains notamment de la Ville de Chièvres. Nous avons pu discuter de leurs différentes préoccupations. La Ministre avait déjà fait état d'études à venir sur **les effets des ondes électromagnétiques sur le vivant**, lors d'une question parlementaire précédente que je lui avais soumise.

**La Boucle du Hainaut est un projet
d'installation de ligne à haute tension
traversant 7 communes de Wallonie picarde.
De nombreuses voix s'y opposent, l'inquiétude
est grandissante.**

**La nocivité des champs magnétiques sur la
santé et l'environnement est une réalité.**

Fatima Ahallouch





— **16/03/2021 La fin des usines à chiots en Wallonie**

Le commerce illégal d'animaux est la troisième activité criminelle la plus lucrative d'Europe. Ce commerce consiste à importer des chiots issus d'élevages intensifs situés en Europe de l'Est. Dans ces exploitations, le bien-être des animaux est complètement oublié. Les femelles sont traitées comme des machines à reproduire. Les chiots ne sont pas correctement élevés et sont retirés trop tôt à leur mère. Ils ne sont pas toujours sevrés et sont parfois même consanguins. On les transporte jusqu'en Belgique dans des conditions déplorables. Le plus souvent, ces animaux sont malades et finissent par mourir peu de temps après avoir été achetés.

La Belgique dispose, elle aussi, de ces usines. À Blaton, par exemple, l'élevage canin *Happy Dogs* a beaucoup fait parler de lui. L'association de défense des animaux *GAIA* a, en effet, reçu énormément de plaintes concernant cette exploitation. Les chiots qu'elle commercialisait présentaient des symptômes de maladies. Suite à ces plaintes, *GAIA* a lancé une pétition visant à fermer l'infrastructure. Ladite pétition a reçu 55 000 signatures et le Collège communal de Bernissart avait remis un avis négatif.

La Ministre du Bien-Être animal, Céline Tellier s'est positionnée en faveur de l'interdiction de ces pratiques. «Les animaux sont des êtres sensibles et ne sont en aucun cas des jouets», a-t-elle déclaré en commission. Les usines à chiots en Belgique devront donc fermer leurs portes.



L'Union wallonne de la protection animale réclame que l'importation massive des chiens issus d'autres élevages, en particulier des pays de l'Est, doit être interdite!

Elle demande aussi à ce qu'on diminue la limitation de la fréquence des mises bas des femelles reproductrices à une par an. Un âge minimum pour la mise des femelles à la reproduction doit également être imposé. Le tout en limitant à un maximum de 20% le nombre d'animaux issus d'autres élevages pouvant être commercialisés.

Lors de la Commission sur le bien-être animal, je m'attendais à ce que Madame Tellier apporte plus de précisions quant à ces propositions. Face à un problème aussi grave que celui des usines à chiots, il est important de savoir dans quelle direction nous nous dirigeons. La Ministre n'a pu que m'affirmer que son cabinet avait analysé ce projet de texte. Ils ont déjà réalisé certains arbitrages qu'ils devront intégrer. Quant aux concertations qui feront suite à l'adaptation du texte, elles auront lieu bientôt, d'après la Ministre. Face à cette réponse décevante, j'interpellerai à nouveau la Ministre sur le sujet en espérant obtenir une réelle perspective des mesures que nous allons prendre pour éradiquer ces exploitations animales.

Commission de l'énergie, du climat et de la mobilité
Au Ministre Philippe Henry

- 28/05/2021 Le contournement de Lille et les impacts sur la pollution de l'air en Wallonie Picarde



- 21/06/2021 L'obligation d'entretenir périodiquement les chaudières





B. PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

1. RAPPORTS

- 01/06/2021
Rapport de commission présenté au nom de la Commission de l'Éducation

Projet de décret portant le livre 6 du code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et portant le titre relatif à la formation professionnelle continue des membres de l'équipe éducative des écoles et des membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire des centres PMS

- 12/07/2021
Rapport de commission présenté au nom de la Commission de l'Éducation

Projet de décret modifiant diverses dispositions en matière de statut des membres du personnel de l'enseignement

2. PROPOSITION DE RÉOLUTION

- 19/07/2021 Proposition de résolution visant la sensibilisation aux différents types de contraception, y compris masculine et à tendre vers une responsabilité partagée de la contraception (co-signataire)

3. QUESTIONS D'ACTUALITÉ

Bénédicte LINARD, Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

- 07/10/2020 Magritte du cinéma 2021

Valérie GLATINY, Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

- 24/03/2021 Réinsertion des détenus mise à mal par leurs conditions d'incarcération

Caroline DÉsir, Ministre de l'Éducation

- 03/09/2020 Premiers retours du terrain au sujet de la rentrée scolaire
- 06/01/2021 Dépistage des vulnérabilités afin de lutter contre le suicide
- 06/01/2021 Propagande politique aux abords des écoles

4. QUESTIONS ÉCRITES

Bénédicte LINARD, Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

- 19/03/2021 Projet pilote visant à organiser six «événements tests»
- 20/04/2021 Dernier rapport du CSA – quid du soutien aux médias de proximité
- 19/05/2021 Les lieux culturels à court de liquidités
- 16/06/2021 Opération Feed the culture (réponse reçue)
- 06/07/2021 Réforme de l'accueil de la petite enfance

Valérie GLATINY, Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

- 28/10/2020 Enquête de la FEF sur les stages en entreprise
- 18/11/2020 Exécution des stages dans le cursus infirmier
- 18/11/2020 Harmonisation des compétences en médecine de soins intensifs
- 06/01/2021 Le rapport du forum des jeunes sur les relations entre les jeunes et la police
- 02/03/2021 Cours vaccination pour les médecins généralistes
- 02/04/2021 Une meilleure prise en compte du sport par les autorités
- 20/04/2021 État des lieux des résultats de la session de janvier dans l'enseignement supérieur



- 20/04/2021 Brevet d’infirmier en promotion sociale
- 01/07/2021 La précarité étudiante (réponse reçue)

Caroline DÉSIR, Ministre de l’Éducation

- 13/10/2020 Coût de l’enseignement qualifiant
 - 13/10/2020 Évolution du port du masque à l’école
 - 09/02/2021 Difficultés des élèves sourds en période covid
 - 09/02/2021 Port du masque et le syndrome du covid longue durée
-
- **09/02/2021 Procès pour le harcèlement scolaire à Tournai**

Le harcèlement scolaire est un thème qui revient souvent dans nos commissions. Même si la crise du Coronavirus a chamboulé nos travaux, il est important de ne pas oublier les dossiers importants et notamment celui du bien-être dans nos écoles.

Le 16 avril 2012, les numéros verts *Assistances Écoles* et *École et Parents* ont été créés pour lutter contre le harcèlement scolaire. Les objectifs de ces services sont d’informer sur les sujets du harcèlement et de la violence à l’école ainsi que d’écouter les personnes confrontées à ces situations (victimes, parents ou équipes éducatives). La mise en service de ces deux numéros s’est faite dans le cadre Plan d’action visant à garantir les conditions d’un apprentissage serein.

Malheureusement, au cours de l’année scolaire 2018-2019, le service *École et Parents* a créé 645 dossiers liés au harcèlement scolaire. Cela correspond à une hausse de 52% par rapport à l’année 2017-2018! Parmi ces appels, on décèle:

- 59% d’appels relatifs à de la violence psychologique
- 20% d’appels relatifs à de la violence physique
- 10% d’appels relatifs à de la violence verbale
- 11% d’appels relatifs à de la violence sexuelle, institutionnelle, matérielle, discrimination et cyber-violence

Le 15 août 2019, les deux numéros verts ont fusionné pour ne laisser place qu’à un seul service: *Écoute École*. Les objectifs sont toujours les mêmes: être à l’écoute des jeunes et de leurs familles. Nous ne disposons pas encore de données statistiques concernant les appels qu’ils ont reçu lors de l’année scolaire 2019-2020.

Le harcèlement scolaire n’est pas un phénomène nouveau. Certains cas très graves vont jusqu’au tribunal. Une procédure qui peut être très longue. Parallèlement, la scolarité et la santé des victimes sont mises en danger. Certains jeunes, nous le voyons régulièrement dans les médias, vont même jusqu’au suicide. Il s’agit d’un véritable problème qui n’a que trop duré. Il est temps de mettre en œuvre des actions fortes. Nous sommes en droit de nous demander quelles actions le gouvernement mène en la matière.





La Ministre de l'Éducation, Caroline Désir, a évidemment confirmé qu'il s'agit d'une préoccupation majeure. Différents projets sont en cours: «Pour l'année scolaire 2020-2021, le Gouvernement de la Communauté française a octroyé une subvention totale de 348274,00€ aux établissements scolaires et opérateurs extérieurs sélectionnés dans le cadre des appels à projets en matière de lutte contre le harcèlement et cyber-harcèlement en milieu scolaire».

Au-delà de ces appels à projets, l'administration et le cabinet de la Ministre travaillent sur un plan ambitieux de lutte contre le harcèlement. Nous y resterons donc attentifs.

- 20/04/2021 Les écoles à pédagogie active
- 20/04/2021 Les règles des examens de juin 2021
- 25/05/2021 Repas chauds dans les écoles
- 25/05/2021 Place des enfants avec troubles du spectre autistique dans déficience intellectuelle avec une QJ élevé au sein de l'enseignement
- 01/07/2021 Décret aménagements raisonnables (réponse reçue)
- 06/07/2021 La 2^{ème} phase des inscriptions en secondaire (réponse reçue)
- 19/07/2021 Formation arrêt cardiaque dès le secondaire

5. QUESTIONS ORALES

Commission de l'Éducation

À la Ministre Caroline Désir

- 22/09/2020 Elèves frontaliers qui viennent de zones classées rouges
- 20/10/2020 Cantines scolaires
- 08/12/2020 Introduction dans la formation continue des enseignants d'une formation en troubles du spectre autistique
- 05/01/2021 Apprentissage à distance
- 05/01/2021 Repas du midi dans le fondamental et dans le secondaire
- 19/01/2021 Code rouge prolongé
- 02/02/2021 Évolution de l'épidémie dans les écoles
- 20/04/2021 Nouvelles mesures santé mentale des jeunes à l'école
- 18/05/2021 Repas chaud dans les écoles

Commission de l'Enseignement Supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale, de la Recherche, des Hôpitaux universitaires, des Sports, de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles

À la Ministre Valérie Glatigny

- 22/09/2020 Mesures spécifiques visant à accompagner les étudiants de l'enseignement supérieur des arts
- 22/09/2020 Réflexion sur le cursus de formation des médecins pour renforcer leurs connaissances sur les pandémies
- 06/10/2020 Adoption par la Chambre d'une proposition de loi permettant à des médecins libanais de poursuivre une formation clinique limitée en Belgique
- 06/10/2020 Renforcement des formations initiales dans la lutte contre les violences faites aux femmes
- 08/12/2020 Introduction dans le cursus de médecine d'une formation en troubles du spectre autistique
- 08/12/2020 Introduction dans la formation initiale des enseignants d'une formation en troubles du spectre autistique
- 19/01/2021 Inégalités renforcées par la Covid-19 dans l'enseignement supérieur pour certains handicaps



- 19/01/2021 Étude de l'Université de Mons (UMons) sur l'impact de la crise sanitaire sur l'enseignement supérieur
- 02/02/2021 Augmentation du nombre de suicides en prison
- 23/03/2021 Organisation de sessions de groupe et renforcement des équipes mobiles pour soutenir les étudiants et étudiantes
- 23/03/2021 Précarité des enfants suite à la pandémie
- 01/06/2021 État de santé mentale des doctorants

**Commission des Affaires générales, des Relations internationales, du Règlement et du Contrôle des communications des membres du Gouvernement
Au Ministre Président Pierre-Yves Jeholet**

- 31/05/2021 Accord sur le certificat numérique européen Covid

**Commission de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes
À la Ministre Bénédicte Linard**

- 06/10/2020 Obligation de formation des magistrats en matière de violences sexuelles et intrafamiliales et renforcement des formations initiales en droit
- 09/03/2021 Évolution des contacts avec les secteurs culturels suite au dernier comité de concertation (CODECO)
- 20/04/2021 Féminicides concertation nécessaire sur le plan de lutte
- **04/05/2021 Plan de déconfinement progressif du secteur culturel**

On ne peut douter du professionnalisme des acteurs des secteurs culturel et événementiel. Leurs propositions en vue d'un déconfinement progressif sont claires et argumentées. J'interrogeais la Ministre Linard à ce sujet.

Rétroacte. Le 18 avril, ces secteurs ont présenté aux autorités un plan progressif de déconfinement. Ce plan était très argumenté. Il tenait compte de l'évolution de la situation sanitaire du pays, et de l'avancement du programme de vaccination. Parmi les propositions: des événements rassemblant 200 personnes à l'extérieur et 100 personnes à l'intérieur, à partir du 8 mai. Quatre autres phases sont exposées, augmentant chacune progressivement les jauges jusqu'au 1^{er} septembre. À cette date, le secteur espère une levée complète des mesures. Dans le but évidemment d'assurer la rentabilité des événements organisés.

Les auteurs de ce plan ont précisé que «*les paramètres appliqués sont basés sur des données fournies par les virologues et le commissaire du gouvernement fédéral en charge de la gestion de la crise du coronavirus*». Ce plan, qui se veut progressif, repose sur la volonté d'allier les impératifs sanitaires et les conditions d'une relance durable des activités. Malheureusement, le Codeco tant attendu du 23 avril dernier a refusé la mise en œuvre de ce plan. Un véritable acte



manqué. Préférant s'en tenir aux mesures précédemment décidées, à savoir une autorisation des événements en extérieur rassemblant 50 personnes au plus.

Les enjeux sont immenses, tant sur les plans humain, social et économique, que culturel. En Belgique, la culture représente quelque 250 000 emplois. Elle représente un pan entier de notre économie. Le secteur se sent injustement traité par rapport aux autres, car il a démontré, notamment grâce à des études scientifiques, que les risques de contamination dans les lieux culturels sont dix fois inférieurs aux risques rencontrés dans un supermarché.

La culture, plus que tout autre secteur, a les compétences et une créativité suffisante pour offrir une belle reprise, en toute sécurité, à son public. Plus que jamais, nous avons tous besoin de vivre l'émotion d'un film, d'une pièce de théâtre, d'un concert. Je resterai vigilante et continuerai de défendre ce secteur.

- 18/05/2021 Centres pour femmes et conférence interministérielle (CIM) Droits des femmes
- 18/05/2021 Foire du livre de Bruxelles 2021
- 01/06/2021 Accord sur le certificat sanitaire européen
- 15/06/2021 Préservation du patrimoine culturel mobilier
- 15/06/2021 Organisation de la fête de la musique 2021



C. SÉNAT

1. RAPPORTS

- 22/02/2021 Demande d'établissement d'un rapport d'information sur l'évaluation générale des résultats effectifs de la «loi sur les drogues» du 24 février 1921 quant à l'efficacité des politiques en matière de drogues et plus particulièrement en matière de cannabis (co-signataire)
- 01/04/2021 Demande d'établissement d'un rapport d'information concernant le droit à l'autodétermination corporelle et la lutte contre les violences obstétricales (co-signataire)

2. PROPOSITION DE LOI

- 04/09/2020 Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en vue de l'octroi du droit de vote aux élections régionales aux ressortissants étrangers résidant en Belgique (co-signataire)

3. PROPOSITIONS DE RÉOLUTION

- 17/02/2021 Proposition de résolution relative à la situation des Ouïghours (co-signataire)
- 19/05/2021 Proposition de résolution demandant un cessez-le-feu dans le Territoire occupé de Palestine et en Israël, l'arrêt immédiat de l'annexion de Jérusalem et l'arrêt des expulsions de familles palestiniennes de Jérusalem-Est (co-signataire)



4. QUESTIONS ÉCRITES

— 22/09/2020

À la Première Ministre, chargée de Beliris et des Institutions culturelles fédérales

Crise du coronavirus - Secteur événementiel - Réceptions de mariage - Mesures restrictives - Maintien - Justification - Mesures de soutien au secteur - Calendrier - Concurrence de prestataires de pays limitrophes


Secteur des mariages et Covid

Est-il encore nécessaire de rappeler à quel point le secteur événementiel souffre des mesures sanitaires? Je m'attarderai aujourd'hui plus particulièrement sur le secteur des mariages. Récemment, deux traiteurs hennuyers décidaient d'introduire un recours auprès du Conseil d'État. Je suis allée à la rencontre de l'un d'entre eux, j'ai également pris contact avec divers prestataires de ma région.


Interpellation au Sénat de la Première Ministre

SECTEUR DES RÉCEPTIONS DE MARIAGE

Entre mesures sanitaires, réglementation stricte, charges à payer et rentrées minimales: l'impossible équation



Fatima Aballouch



Ceux-ci ne peuvent plus travailler depuis mars 2020. Plus encore, les mesures d'aides ponctuelles (fédérales et régionales) n'ont plus d'effet sur leur trésorerie: les charges s'accumulent, les entrées sont minimes, même s'ils essaient d'exister grâce aux services «à emporter» ou «livraison». Ils ont fait preuve d'inventivité et de réactivité en développant cette activité connexe, mais les restaurants ont ouvert depuis. Il leur est dès lors plus difficile d'attirer une clientèle pour un service à domicile.

On observe que les réceptions de mariage sont limitées à 10 personnes. Ce qui crée une discrimination par rapport, par exemple, à un établissement qui peut réunir jusqu'à 200 personnes dans un même espace.

Des futurs mariés ont précisé qu'ils avaient déjà repoussé plusieurs fois leur date de mariage, sans par ailleurs savoir quand cela pourra se faire.

De nombreux métiers impactés

Enfin, les traiteurs et les salles de réception ne sont pas les seuls impactés par cette mesure, c'est toute une chaîne qui est touchée. Ce sont également les DJ, les photographes, les magasins de vêtements de cérémonie qui sont impactés. Ces derniers se retrouvent avec des commandes annulées, une ancienne collection sur les bras, alors même que les contrats commerciaux les engagent à déjà faire entrer les nouvelles collections...

Ajoutons à cela, en ce qui concerne entre autres ma région, la proximité d'une frontière derrière laquelle les restrictions précitées ne sont pas de mise. Le manque d'adhésion aux mesures est tellement fort que les mariés «frontaliers» préfèrent annuler leur réception en Belgique et se marier dans le pays voisin. Cela sans aucune mesure sanitaire, sans aucun suivi. Bref, nous sommes loin de l'objectif sanitaire recherché.

— 22/09/2020

À la Ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargée de la Lutte contre la pauvreté, de l'Égalité des chances et des Personnes handicapées
Crise du coronavirus - Relance économique - Protection des emplois et des travailleurs - Instrument SURE (Support to mitigate Unemployment Risks in an Emergency) de l'Union européenne (UE) - Répartition - Conditions - Régimes de chômage partiel

— 22/09/2020

Au Ministre des Affaires étrangères et de la Défense
Crise du coronavirus - Relance économique - Protection des emplois et des travailleurs - Instrument SURE (Support to mitigate Unemployment Risks in an Emergency) de l'Union européenne (UE) - Répartition - Conditions - Régimes de chômage partiel



- 12/11/2020
À la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique
Migrants en transit - Camp de migrants de Froyennes - Démantèlement - Travail des bénévoles - Anéantissement - Coordination des actions - Meilleure articulation entre niveaux de pouvoir
- 12/11/2020
Au Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, chargé de la Loterie nationale, adjoint à la Ministre de l'Intérieur et des Réformes institutionnelles
Migrants en transit - Camp de migrants de Froyennes - Démantèlement - Travail des bénévoles - Anéantissement - Coordination des actions - Meilleure articulation entre niveaux de pouvoir
- 18/11/2020
Au Vice-Premier Ministre et Ministre de la Mobilité
Crise du coronavirus - Hello Belgium Railpass - Prolongation éventuelle - Situation sanitaire en octobre 2020 - Cas des voyages non effectués
- 24/11/2020
À la Ministre du Climat, de l'Environnement, du Développement durable et du Green Deal
Énergies renouvelables - Production - Objectifs européens - Réalisation - Mesures supplémentaires - Concertation avec les Régions - Déficit de production - Coût - Solutions
- 24/11/2020
À la Ministre de l'Énergie
Énergies renouvelables - Production - Objectifs européens - Réalisation - Mesures supplémentaires - Concertation avec les Régions - Déficit de production - Coût - Solutions
- 24/11/2020
Au Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique
Pauvreté infantile - Lutte - Concertation avec les entités fédérées - Crise du coronavirus - Impact - Programmes sociaux - Sauvegarde - Égalité des genres - Progrès - Conservation - Accès aux soins de santé - Conséquences - Mortalité infant (Covid-19)
- 24/11/2020
À la Ministre des Pensions et de l'Intégration sociale, chargée des Personnes handicapées, de la Lutte contre la pauvreté et de Beliris
Pauvreté infantile - Lutte - Concertation avec les entités fédérées - Crise du coronavirus - Impact - Programmes sociaux - Sauvegarde - Égalité des genres - Progrès - Conservation - Accès aux soins de santé - Conséquences - Mortalité infantile (Covid-19)





- 24/11/2020
À la Ministre de la Coopération au développement, chargée des Grandes villes
Pauvreté infantile - Lutte - Concertation avec les entités fédérées - Crise du coronavirus - Impact - Programmes sociaux - Sauvegarde - Égalité des genres - Progrès - Conservation - Accès aux soins de santé - Conséquences - Mortalité infantile (Covid-19)

- 24/11/2020
À la Secrétaire d'État à l'Égalité des genres, à l'Égalité des chances et à la Diversité, adjointe au Ministre de la Mobilité
Pauvreté infantile - Lutte - Concertation avec les entités fédérées - Crise du coronavirus - Impact - Programmes sociaux - Sauvegarde - Égalité des genres - Progrès - Conservation - Accès aux soins de santé - Restrictions - Conséquences - Mortalité infantile

- 17/12/2020
Au Vice-Premier Ministre et Ministre de la Mobilité
Personnes à mobilité réduite (PMR) - Transports publics - Accessibilité - Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) - Sociétés régionales de transports en commun - Politique de gestion des PMR - Mesures - Concertation avec les entités fédérées

- 17/12/2020
À la Ministre des Pensions et de l'Intégration sociale, chargée des Personnes handicapées, de la Lutte contre la pauvreté et de Beliris
Personnes à mobilité réduite (PMR) - Transports publics - Accessibilité - Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) - Sociétés régionales de transports en commun - Politique de gestion des PMR - Mesures - Concertation avec les entités fédérées

- 17/12/2020
À la Secrétaire d'État à l'Égalité des genres, à l'Égalité des chances et à la Diversité, adjointe au Ministre de la Mobilité
Personnes à mobilité réduite (PMR) - Transports publics - Accessibilité - Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) - Sociétés régionales de transports en commun - Politique de gestion des PMR - Mesures - Concertation avec les entités fédérées

- 17/12/2020
À la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique
Relations entre les jeunes et la police - Amélioration - Mesures - Rapport du Forum des jeunes - Collaboration avec les entités fédérées - Contrôle au faciès - Élimination - Mesures

- 26/01/2021
Au Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, chargé de la Loterie nationale, adjoint à la Ministre de l'Intérieur et des Réformes institutionnelles
Mineurs étrangers non accompagnés (MENA) - Disparitions en Belgique - Nombre - Protection - Accueil et tutelle - Solutions

- 26/01/2021
Au Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, chargé de la Loterie nationale, adjoint à la Ministre de l'Intérieur et des Réformes institutionnelles
Immigration - Phénomène de la migration de transit - Trafic d'êtres humains - Lutte - Centres provinciaux transmigrants

- 26/01/2021
Au Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, chargé de la Loterie nationale, adjoint à la Ministre de l'Intérieur et des Réformes institutionnelles
Migration de transit - Trafics - Réseaux - Lutte - Résultats

- 26/01/2021
Au Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, chargé de la Loterie nationale, adjoint à la Ministre de l'Intérieur et des Réformes institutionnelles
Migrants en transit - Hausse du nombre d'arrestations - Chiffres - Situation à la suite des arrestations - Migrants érythréens - Demandes de protection internationale - Nombre de cas



- 26/01/2021
 Au Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, chargé de la Loterie nationale, adjoint à la Ministre de l'Intérieur et des Réformes institutionnelles
 Migrations - Trafic d'êtres humains - Lutte - Opérations Médusa - Chiffres - Sécurité des parkings autoroutiers - Firmes de sécurité privées - Coût - Aménagements des parkings envisageables

- 26/01/2021
 Au Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, chargé de la Loterie nationale, adjoint à la Ministre de l'Intérieur et des Réformes institutionnelles
 Visas humanitaires - Nombre - Critères - Procédure - Instance d'octroi

- 26/01/2021
 Au Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, chargé de la Loterie nationale, adjoint à la Ministre de l'Intérieur et des Réformes institutionnelles
 Migration - Réfugiés - Politique de réinstallation - Situation - Chiffres - Procédure

- 26/01/2021
 Au Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique
 Ambulanciers - Formation - Compétence - Partage entre le niveau fédéral et les entités fédérées

- 26/01/2021
 Au Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique
 Crise du coronavirus - Santé et droits des femmes - Santé sexuelle et reproductive - Accès - Lutte contre la violence sexiste - Collaboration avec les entités fédérées (Covid-19)

- 26/01/2021
 Au Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie et du Travail
 Coronavirus - Propagation - Limitation - Moyens de paiement électroniques - Cas des personnes âgées ou victimes de la fracture numérique - Paiements en argent liquide - Autorisation (Covid-19)

- 26/01/2021
 Au Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie et du Travail
 Crise du coronavirus - Relance économique - Protection des emplois et des travailleurs - Instrument SURE (Support to mitigate Unemployment Risks in an Emergency) de l'Union européenne (UE) - Répartition - Conditions - Régimes de chômage partiel (Covid-19)

- 26/01/2021
 À la Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur, et des Institutions culturelles fédérales
 Crise du coronavirus - Relance économique - Protection des emplois et des travailleurs - Instrument SURE (Support to mitigate Unemployment Risks in an Emergency) de l'Union européenne (UE) - Répartition - Conditions - Régimes de chômage partiel (Covid-19)



- 26/01/2021
À la Ministre des Pensions et de l'Intégration sociale, chargée des Personnes handicapées, de la Lutte contre la pauvreté et de Beliris
Crise du coronavirus - Personnes handicapées - Coût de la vie - Augmentation significative - Aide - Prime - Autres mesures envisagées (Covid-19)
- 28/01/2021
Au Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord
Règlement général sur la protection des données (RGPD) - Données en matière de recherche judiciaire - Données ADN - Échange automatique avec le Royaume-Uni - Législation relative au traitement des données personnelles - Respect - Fiabilité des données
- 05/03/2021
Au Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique
Denturologie - Profession de denturiste - Reconnaissance - Insertion éventuelle dans les professions de soins de santé - État d'avancement
- 31/03/2021
Au Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, chargé de la Loterie nationale, adjoint à la Ministre de l'Intérieur et des Réformes institutionnelles
Migrants sans permis de séjours - Fedasil - Projet «Reach Out» - Lutte contre les infox - Développement du projet - État de la question
- 31/03/2021
Au Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique
Crise du coronavirus - Vaccins - Problématique des fausses doses - Doses produites par des usines non validées par l'Agence européenne du médicament - Transparence
- 01/06/2021
À la Secrétaire d'État à l'Égalité des genres, à l'Égalité des chances et à la Diversité, adjointe au Ministre de la Mobilité
Harcèlement des femmes - Lutte contre le phénomène - Mesures - Collaboration avec les entités fédérées - Haine en ligne - Délit de presse - Compétence de la Cour d'assises - Modification éventuelle de la Constitution
- 03/06/2021
À la Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur, et des Institutions culturelles fédérales
Crise du coronavirus - Politique de vaccination - Ressortissants belges au Venezuela - Problèmes liés au passeport et au titre de séjour - Situation politique au Venezuela - Rôle de l'ambassade
- 21/06/2021
À la Ministre de la Défense
Agence nationale française de lutte contre les manipulations de l'information - Mise en place - Fonctionnement - Initiative comparable en Belgique



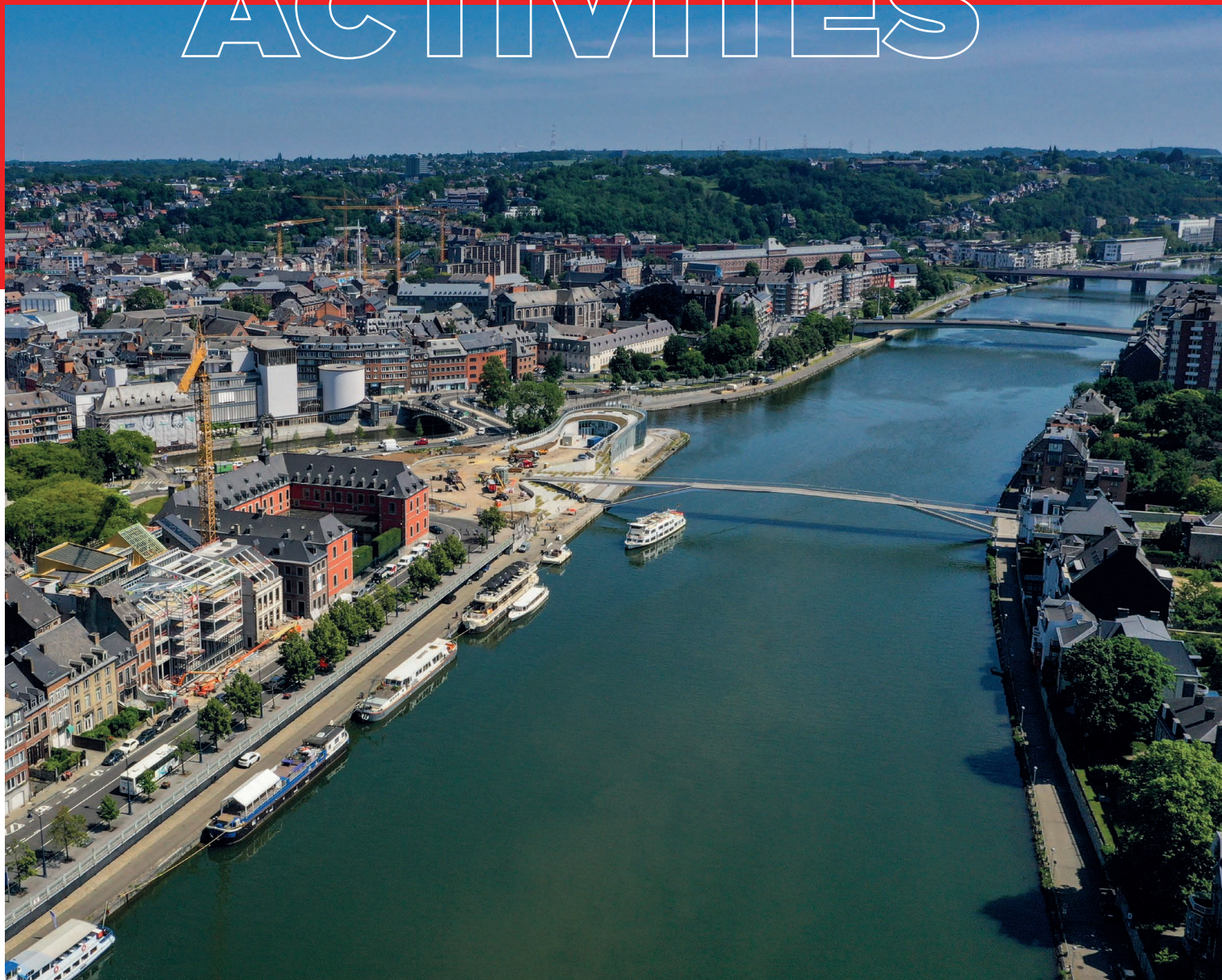
- 28/06/2021
À la Ministre de la Défense
Crise du coronavirus - Vaccination - Campagne de désinformation

- 28/06/2021
À la Ministre des Pensions et de l'Intégration sociale, chargée des Personnes handicapées, de la Lutte contre la pauvreté et de Beliris
Personnes en situation de handicap - Malvoyants - Applications mobiles - Nombre très limité d'applications accessibles - Situation des applications des structures publiques

- 28/06/2021
Au Secrétaire d'État à la Digitalisation, chargé de la Simplification administrative, de la Protection de la vie privée et de la Régie des bâtiments, adjoint au Premier Ministre
Personnes en situation de handicap - Malvoyants - Applications mobiles - Nombre très limité d'applications accessibles - Situation des applications des structures publiques



PRÉSEN- TATION DES AUTRES ACTIVITÉS



1. IMPLICATION LOCALE

CONSEILLÈRE COMMUNALE ET CHEFFE DE GROUPE À MOUSCRON

En tant que membres de l'opposition, les conseillers socialistes, à Mouscron, se doivent de dénoncer certaines politiques mises en place en Cité des Hurlus. Cette année a été l'occasion de pointer du doigt plusieurs situations problématiques, comme la place des Arts dans la Ville, la mobilité rendue complexe par de très nombreux chantiers, ou encore l'absence de soutien aux jeunes dans de nombreux projets.

J'ai par exemple eu l'opportunité d'accompagner un groupe d'adolescents dans leurs démarches en vue de la création d'un skate-park extérieur, structure tristement absente de leur environnement.

Nous intervenons régulièrement contre la politique du tout-au-béton mise en place à Mouscron, et à l'absence de vision d'avenir quant à la biodiversité, la défense du patrimoine, ou la création de lieux propices aux loisirs ou au vivre-ensemble.

Enfin, la présence d'un groupuscule d'extrême-droite particulièrement agressif, notamment envers nos concitoyens résidant au Centre Fedasil, nous amène à très régulièrement prendre la parole contre l'extrême-droite et les discours de haine.

QUESTIONS D'ACTUALITÉ AU CONSEIL COMMUNAL

- 28/09/2020 La mobilité cauchemardesque
- 26/10/2020 L'annulation des stages extra scolaires
- 30/11/2020 L'accompagnement des enfants et des adolescents en période covid
- 21/12/2020 La communication de la Bourgmestre
Le soutien aux forces vives du territoire et relance
- 25/01/2021 Le soutien aux jeunes
- 22/02/2021 Mouscron, ville anti-skate
- 22/03/2021 L'avenir de la maison de la laïcité
- 26/04/2021 Des subsides wallons pour des projets ambitieux
La taxe poubelle
- 17/05/2021 L'utilisation des bodycams
Un mur d'expression libre
- 22/06/2021 La feuille de route entre les intercommunales Ipalle, IEG et Ideta
Le projet de dressage canin au Bornoville



QUESTIONS ÉCRITES À MADAME LA BOURGMESTRE BRIGITTE AUBERT

- 07/09/2021 Le terrain de foot à proximité de l'école St Exupéry
- 24/09/2021 Le stationnement rue du Labyrinthe
- 24/09/2021 Les voiries dans le quartier du Tuquet
- 24/09/2021 Les vols de et dans les véhicules
- 05/02/2021 Le projet «blanches mailles»
- 25/02/2021 L'aménagement des arts
- 18/03/2021 L'affichage à Luigne
- 07/04/2021 Les bodycams et la police de Mouscron
La cohabitation des jardins potagers et le terrain de foot «blanches mailles»
Les délits de haine à Mouscron
La fresque murale rue du Val
La propreté publique du quartier du Petit Cornil
Les sacs poubelle de la ville
Le tassement de terrain dû au sol argileux
- 09/07/2021 La végétalisation de l'espace public
Les infrastructures sportives à Dottignies
La cimetière du centre

2. ACTIONS ET VISITES DE TERRAIN



16 juin 2021 / Visite du Ministre Collignon

J'organisais en juin la rencontre entre le Ministre Collignon et la Société de Logements de Mouscron, dans le cadre de la présentation du plan de rénovation énergétique.

Au programme:

- Présentation de la Société de Logements de Mouscron;
- Présentation du plan de rénovation énergétique (29 millions d'euros, 17 lieux dans l'entité);
- Visite de différents quartiers de Mouscron où des aménagements ont été faits.

«Je reçois aujourd'hui le Ministre dans ma Ville, et surtout dans mon quartier. Le quartier où j'ai grandi. Un quartier de logements sociaux où nos vies étaient bien éloignées des clichés négatifs qui sont associés à ces quartiers. Nous étions des gamins heureux de vivre dans un cadre agréable, avec des espaces verts, des espaces de jeux partagés, dans des logements de qualité, à des prix abordables. De ce fait, je suis particulièrement heureuse de ce plan de rénovation, parce qu'il permettra à nombre de familles de vivre de bons moments et de se construire de beaux souvenirs. Un quartier, c'est un état d'esprit, des voisins qui deviennent des amis et même parfois, de la famille.»

Retrouvez le dossier de presse sur mon site www.fatimaahallouch.be.



Soutien aux refuges animaliers

Ensemble pour soutenir les refuges animaliers! Avec **Daniel Senesael**



Début février, les représentants de nombreuses associations de protection des animaux adressaient à Céline Tellier, Ministre wallonne du Bien-être animal, une lettre faisant suite aux propos tenus par cette dernière à leur rencontre. Ceux-ci déplorait un manque de reconnaissance et, surtout, de moyens mis à leur disposition.

Peu après la publication de la lettre, le 10 février, le Député-Bourgmestre d'Estaimpuis Daniel Senesael se rendit sur le site de la Société protectrice des animaux de Mouscron pour apporter son soutien aux bénévoles, ainsi qu'à sa Présidente Laura Willen. Là, il put contempler l'ampleur du dévouement de ces personnes qui, chaque jour, s'occupent des quelque 50 chiens et 40 chats recueillis malgré des moyens limités.

Alertée sur la situation de nos refuges, j'ai également tenu à m'engager et, m'appuyant sur les éléments recueillis lors de la visite de Daniel Senesael, j'ai interpellé la Ministre Tellier à propos des ressources des refuges animaliers.

Novembre 2020 / Participation à la campagne « Et toi, t'as conscience? »

La lutte contre les violences conjugales, sexuelles et intrafamiliales est plus que jamais d'actualité. Les différentes périodes de confinement ont généré des tensions et frustrations dans de nombreux foyers, et ont potentiellement accru les violences. Les acteurs de terrain, et les victimes, sont nombreux à en témoigner.



Récemment, l'asbl mouscronnoise «De Maux à Mots», que nous soutenons, a lancé une campagne choc intitulée «Et toi, t'as conscience?». Cette campagne se traduit notamment par la réalisation d'une capsule vidéo de 8 minutes, où des citoyens et citoyennes de Mouscron et sa région lisent, à tour de rôle, les récits de victimes de violences. Tous ces récits sont vrais, et se sont produits chez nous. Tous ont été recueillis dans le cadre de groupes de parole. Ils sont glaçants. L'initiative permet de rappeler qu'il faut garder un œil ouvert, en permanence, sur les signaux donnés par des personnes en difficulté. Notre silence tue, quand notre parole peut sauver une vie.

La campagne rappelle par ailleurs que 69% des victimes préfèrent ne pas se rendre à la police pour parler de leur agression. Un taux impressionnant, qui indique que les chiffres connus sont bien en deça des réalités. Là encore, un véritable travail de mise en confiance et d'accueil adéquat des victimes doit être réalisé. Nous plaidons pour un renforcement des formations et de la sensibilisation à ces thèmes délicats.



Plus que jamais, en ces temps compliqués, il faut tendre la main à toutes les victimes. Ceci est d'autant plus vrai au niveau communal. Lors du dernier comité d'accompagnement du plan de cohésion sociale, nous avons plaidé pour la création d'une plateforme efficace de lutte contre les violences intrafamiliales. Les asbl actives sur cette problématique étaient également demandeuses. La requête a été validée, nous ne pouvons que nous en réjouir. Nous espérons voir naître un véritable espace d'écoute, créé en concertation avec les acteurs qui œuvrent déjà pour cette cause.

La Belgique a ratifié le traité de la Convention d'Istanbul le 14 mars 2016 et il est entré en vigueur le 1^{er} juillet de la même année. C'est le premier instrument juridiquement contraignant de protection contre toute forme de violence à l'égard des femmes et des filles, notamment contre la violence domestique. Parmi ses 81 articles, la Convention d'Istanbul détermine plusieurs mesures d'action concrètes, qui vont de la formation des forces de l'ordre et des agent-e-s des administrations publiques, à la mise en place d'espaces sécurisés pour les victimes et les enfants, la création de services de soutien spécialisés, comprenant une aide juridique et une assistance financière, la coopération entre les différents services... À Mouscron comme ailleurs, il est temps de s'y atteler.

T'as conscience ?

Éducation permanente, événements, culture

En tant que co-présidente de PAC Mouscron, j'ai dû prendre la lourde décision d'annuler notre saison de conférences et traditionnels événements culturels.





Le mois de septembre 2021 est celui de la reprise, avec le lancement d'un cycle d'événements consacré à la lutte contre l'extrême-droite. Une action qui me tient particulièrement à cœur.

La section PS de Mouscron a, par ailleurs, mené un cycle de rencontres virtuelles sur des sujets divers: vaccination, statut transfrontalier, gestion des déchets, etc.





FEMMES ET PATRIMOINE
FEMMES ILLUSTRÉS,
FEMMES ANONYMES,
FEMMES INVISIBLES

LA VILLE DE MOUSCRON N'A PAS PARTICIPÉ
AUX JOURNÉES DU PATRIMOINE CONSACRÉES
AUX FEMMES. UNE SITUATION REGRETTABLE,
QUE NOUS DÉNONÇONS.



FATIMA AHALLOUCH

Cheffe de groupe PS, Députée, Sénatrice





Square Arthur Masson, 6 - 5012 Namur
081.23.10.36 - courriel@parlement-wallonie.be

Éditrice responsable: Fatima Ahallouch,
Députée PS au Parlement de Wallonie,
rue du Val, 12 - 7700 Mouscron

MME FATIMA AHALLOUCH
DÉPUTÉE PS
AU PARLEMENT DE WALLONIE

RAPPORT D'ACTIVITÉS

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019
1RE SESSION DE LA 11E LÉGISLATURE

SESSION ORDINAIRE 2019-2020
2E SESSION DE LA 11E LÉGISLATURE





TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	2
PRÉSENTATION DE LA DÉPUTÉE	4
PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS PARLEMENTAIRES	6
A. PARLEMENT DE WALLONIE	6
1. Déclaration d'intérêt régional	6
2. Questions d'actualité	7
3. Questions orales	10
4. Rapport	13
5. Questions écrites	13
B. PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES	16
1. Avis	16
2. Rapport	16
3. Projet de décret	17
4. Questions d'actualité	18
5. Questions écrites	18
6. Question orales	19
C. SÉNAT	21
1. Propositions de loi	21
2. Révision de la Constitution	22
3. Rapports	22
4. Propositions de résolution	22
5. Questions écrites	24
PRÉSENTATION DES AUTRES ACTIVITÉS	29



AVANT- PROPOS

CETTE ANNÉE PARLEMENTAIRE FUT PARTICULIÈRE À BIEN DES ÉGARDS.
ÉLUE DÉPUTÉE POUR LA PREMIÈRE FOIS EN MAI 2019, EN ACTIVITÉ RÉELLE QUELQUES MOIS
PLUS TARD, CE FUT UN BAPTÊME DU FEU À DE NOMBREUX NIVEAUX.

FATIMA AHALLOUCH
DÉPUTÉE PS AU PARLEMENT DE WALLONIE



**LA CRISE COVID-19
M'A AMENÉE
À M'IMPLIQUER
PLUS ENCORE
AU NIVEAU LOCAL,
AU SEIN D' ACTIONS
SOLIDAIRES.**

J'ai commencé la politique à l'âge de 20 ans, tout d'abord à l'échelle locale. Depuis le début, des thématiques comme la lutte contre les inégalités, la discrimination, le racisme et l'injustice sociale sont chères à mon cœur. Devenue enseignante, c'est tout naturellement que je me suis intéressée aux problématiques liées à l'éducation et à la jeunesse. Depuis 2019, j'ai l'occasion de mener ces combats cruciaux à la fois sur le terrain et sur les bancs des différents parlements. C'est une opportunité unique, et j'ai pu apprendre énormément de choses lors de cette première année en tant que députée et sénatrice.





Mais mon travail, comme le vôtre, a pris une tournure inattendue en mars dernier, avec évidemment l'émergence de la Covid-19, puis le confinement et tout ce qui en a découlé. Comme vous, j'ai dû m'adapter à ce rythme différent, et aux nouveaux outils de travail. Les sessions parlementaires se sont déroulées à distance pendant plusieurs mois, mais ceci ne m'a pas empêchée d'être particulièrement active. Vous lirez dans ce rapport les nombreux thèmes qui ont été abordés dans les différentes instances. Citons le travail sur la reconnaissance du statut particulier des bassins frontaliers, des questions sur l'enseignement supérieur dans les régions à faible taux de diplomation, sur l'entreprise CEBEO à Mouscron, sur l'emploi des artistes, parmi de nombreuses autres thématiques.

La crise Covid-19 m'a amenée à m'impliquer plus encore au niveau local, au sein d'actions solidaires. Vous lirez par exemple la création du collectif «Tissons des liens», qui a confectionné et fourni plus de 18 000 masques à des soignants locaux. Une très belle initiative que j'ai eu grand plaisir à porter. Je me suis également rapprochée de l'ASBL «De Maux à Mots», qui lutte au quotidien contre les violences faites aux femmes, et que j'ai l'honneur de soutenir, tant au niveau politique que personnel.

Également conseillère communale et cheffe de groupe PS à Mouscron, j'ai mené une vaste enquête destinée à interroger la population sur ses attentes et rêves pour sa ville. Ce projet est toujours en cours. Vous en lirez davantage dans ces pages.



PRÉSEN- TATION DE LA DÉPUTÉE

FATIMA AHALLOUCH, DÉPUTÉE ET SÉNATRICE
CONSEILLÈRE COMMUNALE À MOUSCRON, CHEFFE DE GROUPE PS



Coordonnées

Bureaux: Rue du Val, 12
7700 Mouscron - BE
+32(0)486/94.08.14

www.fatimaahallouch.be

Passionnée d'Histoire, de lecture et de voyages, je suis active en politique depuis mes 20 ans. J'ai été amenée dès mon plus jeune âge à constater les inégalités et l'injustice de notre société, et c'est très tôt que je me suis investie au niveau associatif.

En tant qu'enseignante, mes domaines de prédilection sont évidemment l'enseignement et la jeunesse. J'accorde également beaucoup d'importance à la cohésion sociale.

J'ai été élue en 2012 au conseil communal de Mouscron, ma Ville. J'y défends les valeurs de gauche telles que la solidarité et l'équité. Je suis devenue, en 2019, députée Wallonne.



**J'AI ÉTÉ AMENÉE DÈS MON PLUS JEUNE ÂGE À CONSTATER
LES INÉGALITÉS ET L'INJUSTICE DE NOTRE SOCIÉTÉ, ET C'EST
TRÈS TÔT QUE JE ME SUIS INVESTIE AU NIVEAU ASSOCIATIF.**



- Conseillère communale (Mouscron)
- Députée wallonne (Parlement de Wallonie)
- Députée au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- Sénatrice

PRÉSEN- TATION DES ACTIVITÉS PARLEMEN- TAIRES



A. PARLEMENT DE WALLONIE

1. DÉCLARATION D'INTÉRÊT RÉGIONAL

- 13/11/2019 Déclaration d'intérêt régional sur la protection de l'Amazonie





2. QUESTIONS D'ACTUALITÉ

EN SÉANCE PLÉNIÈRE

À Mme De Bue, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière

- 13/11/2019 L'éventualité d'une diminution des limitations de vitesse sur les autoroutes wallonnes
- 11/12/2019 La position de Madame la Ministre quant à une éventuelle diminution des limitations de vitesse
- 22/01/2020 Mise à jour de l'inventaire du patrimoine industriel en danger





À M. Borsus, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences

— 19/02/2020 L'implantation de la société CECEO à Mouscron

Monsieur le Ministre,

La déclaration de politique régionale affiche une triple ambition: une ambition économique, une ambition écologique, une ambition sociale.

Dans la dimension sociale, on précise que l'on souhaite être exemplaire en matière de lutte contre le réchauffement climatique et la préservation de l'environnement. Parallèlement, il y a aussi une dimension économique qui ambitionne d'être un territoire attractif et accueillant. Cette double dimension peut se matérialiser sur le terrain par des tensions, qui peuvent être très fortes. Un exemple concret et récent est celui du gigantesque projet CECEO à Mouscron.

Il s'agit de la construction et l'exploitation d'une plateforme logistique à côté d'une zone résidentielle. Les riverains avaient choisi cet endroit car il est paisible, une réserve naturelle y a vu le jour et une ferme pédagogique se trouve à proximité.

Comme souvent, il s'agit d'un ancien terrain agricole réaffecté en zone d'activité économique fin des années 70.

- 73 000 m²;
- Une hauteur allant jusqu'à 18 mètres;
- 270 places de parking;
- 34 quais de déchargements;
- 150 camions par jour;
- 24h/24;
- 5 jours/7.

On peut aisément comprendre l'inquiétude des riverains quant aux nuisances sonores, aux pollutions atmosphériques et visuelles.

Le collège communal a remis un avis défavorable en début de semaine.

Quelle est la position de la région sur ce projet ?

Comment l'avis sera-t-il pris en considération ?

«La Déclaration de Politique régionale précise que l'on souhaite être un territoire de transition économique, écologique et sociale. Cela passe, je pense, par une rupture avec des logiques du passé qui nous laisse en héritage des anciennes zones agricoles réaffectées en zones d'activités économiques dans les années 70 et 80. On doit pouvoir questionner les projets pour vérifier la cohérence avec le cadre existant pour aller vers cette transition que l'on souhaite mettre en place.» (F. Ahallouch)

M. Borsus, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences, a rappelé qu'une procédure était en cours et qu'il serait dès lors inopportun de se prononcer à l'heure actuelle. «Le dossier est en première instance, comme vous le savez, puisque la décision des fonctionnaires technique et délégué est attendue pour le 11 avril 2020. J'ai eu l'occasion de prendre connaissance dans la presse de l'avis défavorable exprimé par le collège communal de Mouscron. Comme vous le savez, comme nous sommes, avec ma consœur, Mme Tellier, autorités de recours potentiel si un recours devait être introduit par une partie ou par l'autre concernant ce dossier, nous ne sommes pas autorisés à nous exprimer, puisque si nous nous exprimions, mécaniquement, nous vicierions potentiellement notre avis, puisque nous devons recevoir le dossier. Nous devons par ailleurs être instruits de tous les avis que ce dossier pourrait recevoir avant de prendre décision et de le faire de surcroît de façon concertée avec ma consœur.»



3. QUESTIONS ORALES

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TOURISME ET DU PATRIMOINE

À Mme De Bue, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière

- 21/10/2019 Suivi de la mise en place de l'Observatoire économique des marchés publics
- 04/06/2020 Aménagement du temps de travail des agents de la fonction publique wallonne

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE CONTRÔLER L'ACTION DU GOUVERNEMENT WALLON DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19

À M. Borsus, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences

- 05/05/2020 Réouverture des marchés ambulants

À l'heure actuelle, certaines communes ont continué d'autoriser l'organisation de leurs marchés alimentaires (marchés ambulants), en respectant toutes les mesures d'hygiène, de sécurité et de distanciation. D'autres communes, à l'inverse, n'ont pas autorisé leurs marchés à se tenir, alors que les supermarchés sont bien ouverts. Nous plaidons pour que ces marchés, en plein air, puissent se tenir partout.

J'ai interrogé le Ministre Borsus à ce sujet. Vous trouverez l'essentiel de l'échange ci-dessous.

Les marchés, c'est-à-dire les commerces ambulants sont-ils interdits en ce qui concerne l'alimentation? La question se pose, car de nombreuses communes répondent aux marchands ambulants que le conseil national de sécurité les a interdits. Le cabinet du Ministre Dermagne a pourtant confirmé à Léonard Monami, Président de la FeNaCA ASBL (Fédération Nationale du commerce ambulant) que les marchés sont interdits sauf pour l'alimentaire, si la commune estime que le marché est nécessaire pour la fourniture de ses habitants. Le SPF économie confirme quant à lui également que les communes peuvent organiser les marchés alimentaires sur leurs territoires.

Pourquoi ne pas dès lors organiser de nouveau les marchés en respectant les mesures d'hygiène, de distanciation, le traçage au sol, les barrières Nadar pour discipliner les files au besoin? Vous avez toujours encouragé le fait de consommer local pour les particuliers et pour les entreprises. Soutenez-vous la réouverture des marchés qui proposent des marchandises de circuit court et local et si oui, cela pourrait-il être confirmé à toutes les communes wallonnes?



Réponse du Ministre Borsus: «Je suis très attentif à cette situation. Le CNS ne les a pas autorisés. La logique adoptée est que les marchés engendraient des déplacements et une proximité importante. Néanmoins, il est possible de maintenir les marchands de produits alimentaires pour les zones ne disposant pas de magasins alimentaires. Chaque bourgmestre décide sur son territoire. C'est une situation très compliquée pour les ambulants, ca va jusqu'à la survie de certains et cela concerne 15 000 travailleurs. Nous allons proposer au Conseil national de sécurité des mesures afin de pouvoir réorganiser les marchés en veillant au respect des mesures que vous avez évoquées, en étroite collaboration avec les autorités locales. J'espère que nous serons entendus.»

En effet, depuis l'allocation de la Première Ministre, les marchands ambulants sont inquiets. On y parlait ouverture de tous les commerces par souci d'équité et de cohérence. Permettre les marchés en veillant au respect strict de mesures sanitaires nous semble en effet plus cohérent. On peut faire ses courses dans les supermarchés qui sont des endroits clos et non sur les marchés qui sont en plein air. De nombreux producteurs comptent sur les marchés. Pour certains, cela représente jusqu'à 50% voire la totalité de leur chiffre d'affaires. Et cela permettrait de consommer davantage local, d'encourager le circuit court et de soutenir nos producteurs. Nous attendrons donc la décision du Conseil national de sécurité, qui se réunit le 6 mai.

En résumé

Autoriser la tenue des marchés, pas seulement l'ouverture des supermarchés, c'est soutenir les producteurs locaux; encourager le circuit court.

À Mme De Bue, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière

— 19/05/2020 Le développement d'un -Event Risk Model- pour la reprise des événements touristiques

J'interrogeais récemment la Ministre De Bue, en charge notamment du tourisme, quant au développement, déjà évoqué en Flandre, d'un «Event Risk Model», une plateforme qui permettrait aux organisateurs d'événements et opérateurs touristiques d'évaluer si leur événement est, ou non, sûr, et ainsi offrir des perspectives à un secteur qui souffre encore largement des conséquences de la crise. Voici ici l'essentiel de l'échange.

«La Ministre flamande du Tourisme a développé un outil de relance intitulé «Event Risk Model» pour un redémarrage sûr des activités. L'outil devrait permettre aux professionnels d'organiser à nouveau des événements et des rassemblements en toute sécurité. L'objectif est de faire en sorte que les organisateurs et les autorités locales puissent estimer au mieux si les événements peuvent se produire et à quelles conditions. Avez-vous été concertée pour ce projet permettant la relance de ce type d'activités? Que pensez-vous de cet instrument lancé en Flandre? Pour quand pouvons-nous avoir une idée claire des événements qui pourront avoir lieu ou pas?»



Quel est l'avis du groupe d'experts? De quelle validation l'instrument a-t-il encore besoin pour pouvoir être lancé? Qui participera à la gestion de ce modèle?»

Il est intéressant de rappeler que la crise actuelle occasionne une perte de 54% du chiffre d'affaires du secteur en 2020 par rapport à 2019. Les organisateurs d'événements estiment la perte à 1,3 milliard d'euros tandis que les fournisseurs du secteur de l'événementiel s'attendent à perdre plus de 3,6 milliards d'euros, sans compter les 200 000 artistes, dont on parle beaucoup en ce moment, qui perdent leur travail sans avoir de fonds d'aide spécifique. Cet Event Risk Model peut participer également à un mouvement positif de soutien aux secteurs touchés.

Voici en substance les explications données par la Ministre: «L'Event Risk Model est un outil développé par l'Université d'Anvers en collaboration avec Toerisme Vlaanderen. Il vise à cartographier objectivement le risque de sécurité d'un événement et à définir, au regard de ce résultat: un nombre maximum autorisé de visiteurs; une recommandation de sécurité visant à optimiser le nombre de visiteurs; un code de conduite déterminant l'ensemble des mesures de sécurité et les directives qui peuvent et/ou doivent être prises pour chaque événement.»

Ce modèle fonctionne comme suit: l'opérateur répond à une série de questions; sur base de ses réponses, une cotation est attribuée à l'événement, cotation qui doit ensuite être comparée à une échelle à trois paliers qui permet d'autoriser ou non les événements. Par exemple, les événements autorisés devront avoir un score supérieur à 80%, les événements à améliorer seront entre 50 et 80% et ceux qui seront refusés auront un score inférieur à 50%. L'objectif de la Flandre est qu'il soit un outil de prévision pour l'organisation d'événements grand public. «À ce stade, mon avis est nuancé», poursuit la Ministre, notamment en regard des points d'attention suivants:

- cette échelle est définie sur base d'une situation à un instant t de la crise sanitaire;
- si la situation sanitaire change, la cotation affectée à chaque palier doit être adaptée.

«L'outil permet donc de savoir, à situation sanitaire et à autorisations identiques de la part du Conseil national de sécurité, s'il est possible d'organiser ou non un événement. Par contre, cet outil ne permet pas, en l'état, de prévoir et d'autoriser l'organisation d'un événement plusieurs semaines avant la date fixée pour celui-ci. Or, nous savons que tout événement nécessite une préparation préalable parfois longue. Il s'agit néanmoins d'un bel outil prometteur pour estimer les risques liés à un événement particulier. Celui-ci peut constituer un élément complémentaire supplémentaire dans la gestion de la crise.»

En ce qui concerne les validations et utilisation de cet outil, la Ministre De Bue nous a confirmé être en contact avec son homologue flamande, tandis que le groupe d'experts se penche sur le projet. Toute mise à jour sera communiquée, et si l'outil était validé, il serait mis à disposition des professionnels.



Il s'agit selon moi d'un outil intéressant, bien qu'il ne soit pas forcément la panacée. Cet outil a pour mérite de donner au moins des éléments objectifs dans les normes de sécurité et dans la possibilité d'organisation d'événements. Il est vrai que cela pose question quant à la planification. Il faut que la situation sanitaire et les restrictions soient inchangées entre l'évaluation et la date de mise en œuvre. Mais le secteur souffre. Et en ce moment, ce dont il souffre surtout, c'est du manque d'horizon, de l'incapacité à se projeter. Certains événements demandent des délais de préparation parfois très longs, et font pour certains partie de l'identité des communes et des régions. Les organisateurs et la population sont inquiets.

4. RAPPORT

- 21/10/2019 Rapport présenté au nom de la Commission de la fonction publique, du tourisme et du patrimoine - Mise en œuvre de l'article 15 des décrets du 12 février 2004 relatifs au statut de l'administrateur public

5. QUESTIONS ÉCRITES

- 15/10/2019 Conflit social au sein du Domaine de Taintignies à Mme Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes
- 18/10/2019 L'organisation d'examens d'accèsion au niveau supérieur au sein du Service public de Wallonie (SPW) à Mme De Bue, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière
- 27/11/2019 Les travaux archéologiques sur la Grand-Place de Mouscron à Mme De Bue, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière
- 28/11/2019 L'état de l'ancienne route provinciale à Mourcourt à M. Henry, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité
- 28/11/2019 L'offre des transports en commun à Mouscron à M. Henry, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité
- 02/12/2019 Les emplois subsidiés par la Région wallonne dans l'asbl de gestion centre-ville de Mouscron à Mme Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes



- 02/12/2019 Le taux d'abandon des formations au sein de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises (IFAPME) à M. Borsus, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences
- 03/12/2019 La concentration de plomb dans l'eau potable à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal
- 30/12/2019 La poursuite de la perception de la prime Quali watt à M. Henry, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité
- 21/01/2020 Le chantier de fouilles archéologiques dans le zoning de Tournai Ouest à M. Henry, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité
- 04/02/2020 Recommandations du Centre Fédéral d'expertise des soins de santé (KCE) en matière de fermeture des maternités à Mme Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes
- 18/02/2020 L'accessibilité des sites touristiques aux personnes en situation de handicap à Mme De Bue, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière
- 03/03/2020 Le souhait de l'Union wallonne des entreprises (UWE) concernant la privatisation de l'offre de transport du TEC à M. Henry, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité
- 03/03/2020 Les actions en faveur de la réduction de l'illettrisme en Wallonie à Mme Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes
- 06/03/2020 La route provinciale à hauteur de Mourcourt à M. Henry, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité
- 10/03/2020 Le cadre hiérarchique de l'Agence wallonne du Patrimoine (AWaP) à Mme De Bue, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière
- 12/03/2020 La fin de la gratuité des parkings de gare et l'impact de cette mesure sur la mobilité à M. Henry, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité



- 28/04/2020 La pollution de l'Escaut à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal
- 28/04/2020 Soutien aux interprètes assermentés dans la crise du Covid-19 à M. Borsus, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences
- 27/05/2020 Le paiement des aides du dispositif Creashop à M. Borsus, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences
- 03/06/2020 L'installation d'une antenne GSM à Ath à M. Borsus, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences
- 03/06/2020 Les difficultés rencontrées par les personnes malentendantes suite au port généralisé du masque à Mme Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes
- 09/06/2020 L'accompagnement et le soutien aux victimes des violences intrafamiliales à Mme Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes
- 09/06/2020 Les conséquences de la crise sanitaire du Covid-19 sur les femmes à Mme Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes
- 09/06/2020 La réduction forfaitaire de 40 euros sur la facture d'eau décidée par le Gouvernement à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal
- 15/06/2020 La résiliation du bail étudiant suite à la crise sanitaire du Covid-19 à M. Dermagne, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville
- 23/06/2020 Création de nouvelles pistes cyclables à M. Henry, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité
- 23/06/2020 Les modes de mobilité alternatifs pour les trajets entre le domicile et le lieu de travail à M. Henry, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité



- 23/06/2020 Le développement de l'agriculture biologique à M. Borsus, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences
- 23/06/2020 La lutte contre les discriminations à l'emploi à Mme Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes
- 29/06/2020 Le caractère indispensable de la fonction publique wallonne à Mme De Bue, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière
- 02/07/2020 Le congé d'adoption au sein de la fonction publique wallonne à Mme De Bue, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière
- 14/07/2020 La prise en compte de la période de confinement pour l'obtention du permis de conduire en filière libre à Mme De Bue, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière
- 14/07/2020 La pénurie d'instructeurs dans les auto-écoles à Mme De Bue, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière

B. PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

1. AVIS

- 03/12/2019 Rapporteuse du projet de décret contenant le budget des dépenses pour l'année budgétaire 2020

2. RAPPORT

- 23/06/2020 Rapport présenté au nom de la Commission de l'Éducation
Projet de décret concernant le mode de calcul des élèves pour l'encadrement des centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française



3. PROJET DE DÉCRET

- 03/07/2020 Projet de décret modifiant les dispositions relatives à l'exclusion d'élèves et au refus de réinscription dans l'enseignement obligatoire



PAS DE REFUS DE RÉINSCRIPTION DANS L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE CETTE ANNÉE, SAUF MOTIF GRAVE!

Évitons le décrochage de 1500 jeunes!



Fatima Ahallouch

Ce décret vise l'interdiction du « refus de réinscription » d'élèves dans l'enseignement obligatoire. Ce refus de réinscription, chaque année, concerne 1500 élèves. Des jeunes que l'on perd littéralement en chemin, et qui se retrouvent alors en décrochage scolaire. En cette période déjà très compliquée pour les étudiants et professeurs, il était nécessaire de prendre des mesures pour éviter plus de drames. Vous trouverez ci-dessous le résumé de cette proposition de décret.

1500 jeunes, chaque année, perdent « le fil » de l'école, en raison d'un refus de réinscription. Conséquence? Beaucoup disparaissent des radars, et malheureusement ne terminent pas leur scolarité.

Étant donné la crise sanitaire actuelle, et le risque de décrochage scolaire accru qui pourrait menacer certains élèves dans l'enseignement obligatoire, cette proposition



de décret vient interdire, pour cette rentrée, le refus de réinscription dans un établissement scolaire. Sauf dans les cas les plus graves. Par exemple, quand l'élève visé par le refus a porté atteinte à l'intégrité physique, psychologique ou morale d'un membre du personnel ou d'un autre élève, compromettant l'organisation ou la bonne marche de l'établissement.

Selon les articles 83 et 91 du décret «Missions», le refus de réinscription doit être notifié au plus tard le 5 septembre. Via cette modification décrétales proposée, aucun refus de réinscription ne pourra être notifié entre l'entrée en vigueur de la disposition et le 5 septembre 2020, sauf évidemment s'il est justifié par l'un des critères exclusivement listés plus haut, permettant une exclusion définitive.

Ce projet de décret nous paraît important afin de lutter contre le décrochage scolaire. Il est indispensable que dès la rentrée tous les enfants soient inscrits dans un établissement scolaire. En effet, de septembre à décembre, la Fédération Wallonie-Bruxelles, grâce à un texte de la majorité (voté hier en commission), va débloquer 17 millions d'euros visant à développer l'apprentissage personnalisé. L'ensemble des élèves doivent pouvoir bénéficier de ces périodes de cours.

4. QUESTIONS D'ACTUALITÉ

EN SÉANCE PLÉNIÈRE

- 20/11/2019 Réflexion sur l'organisation des évaluations des étudiants à Caroline DÉSIR, Ministre de l'Éducation
- 29/01/2020 Implication des établissements d'enseignement supérieur dans la lutte contre le décrochage scolaire à Valérie GLATIGNY, Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles
- 08/07/2020 Choc du «Erasmus» pour l'année académique 2020-2021 à Valérie GLATIGNY, Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

5. QUESTIONS ÉCRITES

- 09/10/2019 Fermeture section économique Condorcet à Valérie GLATIGNY, Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles



- 21/01/2020 Frais sortie scolaire à Caroline DÉ SIR, Ministre de l'Éducation
- 21/01/2020 Suivi après visite Artem à Pierre-Yves JEHOLET, Ministre-Président
- 11/06/2020 Commandes culturelles à Bénédicte LINARD, Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes
- 18/06/2020 Répartition hommes-femmes à la direction des théâtres à Bénédicte LINARD, Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes
- 18/06/2020 Décolonisation à Bénédicte LINARD, Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes
- 26/06/2020 Pénurie d'enseignants en langue à Caroline DÉ SIR, Ministre de l'Éducation
- 26/06/2020 Suspension des délais de recours à Frédéric DAERDEN, Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement
- 26/06/2020 Problématique du secteur socio-culturel durant le Covid-19 à Bénédicte LINARD, Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes
- 26/07/2020 Réforme formation initiale de direction à Caroline DÉ SIR, Ministre de l'Éducation

6. QUESTION ORALES

COMMISSION DE L'ÉDUCATION

À Caroline DÉ SIR, Ministre de l'Éducation

- 17/12/2019 Éducation à la philosophie et la citoyenneté dans le référentiel de compétences initiales
- 14/01/2020 Pistes de réflexion concernant les enfants de type 9
- 28/01/2020 Be a maker
- 03/03/2020 Exclusion d'enfants atteints de troubles autistiques
- 03/03/2020 Enfants sans papiers



- 29/04/2020 Accompagnement et concertation avec le secteur pour préparer la fin de l'année scolaire
- 09/06/2020 Rôle des Centres PMS dans le confinement et le déconfinement
- 23/06/2020 Genre, origine sociale et origine ethnique dans l'orientation scolaire

COMMISSION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE L'ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE, DE LA RECHERCHE, DES HÔPITAUX UNIVERSITAIRES, DES SPORTS, DE LA JEUNESSE, DE L'AIDE À LA JEUNESSE, DES MAISONS DE JUSTICE ET DE LA PROMOTION DE BRUXELLES

À Valérie GLATIGNY, Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

- 14/01/2020 Vers davantage de transparence pour les établissements non reconnus
- 28/01/2020 Mesures visant à renforcer l'offre d'enseignement supérieur dans les régions à faible taux de diplomation

COMMISSION DES AFFAIRES GÉNÉRALES, DES RELATIONS INTERNATIONALES, DU RÈGLEMENT ET DU CONTRÔLE DES COMMUNICATIONS DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

À Pierre-Yves JEHOLET, Ministre-Président

- 11/05/2020 Approvisionnement en équipement nécessaire au respect des normes sanitaires dans les secteurs FWB

COMMISSION DE L'ENFANCE, DE LA SANTÉ, DE LA CULTURE, DES MÉDIAS ET DES DROITS DES FEMMES

À Bénédicte LINARD, Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

- 12/05/2020 Covid-19 mesures liées à l'emploi artistique



C. SÉNAT

Rencontre avec l'ambassadeur du Brésil au Sénat. Lors de cette rencontre, l'ambassadeur du Brésil et les parlementaires ont pu échanger sur des dossiers d'actualité tels que la gestion de la crise sanitaire, la déforestation, le droit des minorités, l'accord de libre-échange Mercosur. Une rencontre qui en appelle d'autres.



1. PROPOSITIONS DE LOI

- 08/10/2019 Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la cour constitutionnelle (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de loi modifiant l'art 15ter de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales (cosignataire)



2. RÉVISION DE LA CONSTITUTION

- 03/10/2019 Révision de la Constitution en vue de compléter l'article 23 par un 7° garantissant le droit à l'eau (cosignataire)
- 03/10/2019 Révision de la Constitution en vue d'ajouter à l'article 23 un point 7 introduisant le droit à l'accès à l'outil Internet comme nouveau droit fondamental (cosignataire)
- 12/11/2019 Révision du titre II de la Constitution en vue d'y insérer un nouvel article permettant de garantir la jouissance des droits et libertés aux personnes handicapées (cosignataire)

3. RAPPORTS

- 22/10/2019 Demande d'établissement d'un rapport d'information concernant la nécessaire collaboration entre l'autorité fédérale et les Communautés en matière de lutte contre les infox (fake news) (cosignataire)
- 06/02/2020 Demande d'établissement d'un rapport d'information concernant le plan d'action interfédéral contre le racisme et la discrimination (cosignataire)
- 06/02/2020 Demande d'établissement d'un rapport d'information relatif à une comparaison des différents systèmes de formation en alternance en Belgique et à l'étranger en vue de mutualiser les idées en la matière et d'en optimiser le fonctionnement (cosignataire)
- 06/06/2020 Demande d'établissement d'un rapport d'information relatif à une comparaison des méthodes régionales de tri et de lutte contre les déchets, ainsi que l'évolution vers une économie circulaire pour le plastique d'emballage et les filtres de cigarettes (cosignataire)

4. PROPOSITIONS DE RÉOLUTION

- 08/10/2019 Proposition de résolution relative aux femmes et à la pauvreté (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution visant à lutter en Belgique contre les violences dites liées à l'honneur (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution visant à introduire la clause de l'Européenne la plus favorisée (cosignataire)



- 08/10/2019 Proposition de résolution concernant les violences sexuelles contre les femmes dans les conflits armés ou situation (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution visant à renforcer la lutte contre le sexisme dans l'espace public (signataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution visant la dispensation de la contraception d'urgence (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution relative à la lutte contre la pauvreté infantile (signataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution visant à lutter contre le trafic et l'exploitation des jeunes joueurs de football (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution concernant la situation des patients majeurs atteints d'affections cérébrales (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution relative à la maladie de Huntington (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution relative à l'impact des maladies chroniques en général et de la maladie de Crohn en particulier (cosignataire)

- **08/10/2019 Proposition de résolution relative à la reconnaissance de l'électrohypersensibilité (cosignataire)**

«Le siècle écoulé a été marqué par un accroissement sans précédent du nombre et de la diversité des sources de champs électromagnétiques. Ces sources comprennent tous les équipements électriques et électroniques modernes ainsi que le développement des infrastructures indispensables à leur fonctionnement. Récemment, les nouvelles technologies de l'information et de la communication se sont ajoutées à ces révolutions technologiques qui ont jalonné l'industrialisation de nos sociétés et ont entraîné l'avènement de différents systèmes d'échange d'information sans fil basés sur l'utilisation d'ondes électromagnétiques de haute fréquence pulsées, également appelées «micro-ondes» ou «radiofréquences».»

Des troubles de la santé, de l'apprentissage, des maux de tête ont été constatés chez certaines personnes. C'est ce que l'on appelle l'électrohypersensibilité. Il n'existe à ce jour aucune donnée chiffrée concernant la Belgique. Néanmoins, les pourcentages fournis par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) permettent d'extrapoler que 1% à 3% de la population du Royaume est probablement concernée, soit entre 100 000 et 300 000 personnes. C'est dans un objectif de reconnaissance de ce trouble que cette proposition de résolution a été déposée.



- 08/10/2019 Proposition de résolution relative au service citoyen (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution concernant le respect de la démocratie locale dans les communes à facilités de Bruxelles (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution visant à instaurer un mécanisme interfédéral de monitoring des recommandations (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution relative à l'éligibilité au soutien financier belge et européen des entités israéliennes (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution relative au maintien des politiques européennes au-delà de 2020 (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution concernant l'optimisation de la coopération entre l'autorité fédérale et les entités fédérées (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution visant à établir un cadre légal relatif à la vente, l'achat et l'utilisation de monnaies (signataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution contre la privatisation de Belfius (cosignataire)
- 09/12/2019 Proposition de résolution visant à optimiser la prévention du stress et du burn-out sur les lieux de travail (cosignataire)

5. QUESTIONS ÉCRITES

- 06/01/2020 Au Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, chargé de la Régie des bâtiments, et Ministre des Affaires européennes
Mineurs étrangers non accompagnés (MENA) - Disparitions en Belgique - Nombre - Protection - Accueil et tutelle - Solutions
- 06/01/2020 À la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration
Mineurs étrangers non accompagnés (MENA) - Disparitions en Belgique - Nombre - Protection - Accueil et tutelle - Solutions
- 03/02/2020 Au Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, chargé de la Régie des bâtiments, et Ministre des Affaires européennes
Immigration - Phénomène de la migration de transit - Trafic d'êtres humains - Lutte - Centres provinciaux transmigrants



- 03/02/2020 À la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration
Immigration - Phénomène de la migration de transit - Trafic d'êtres humains - Lutte - Centres provinciaux transmigrants
- 03/02/2020 Au Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé du Commerce extérieur
Migration de transit - Trafics - Réseaux - Lutte - Résultats migration illégale
- 03/02/2020 À la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration
Migration de transit - Trafics - Réseaux - Lutte - Résultats
- 03/02/2020 À la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration
Migrants en transit - Hausse du nombre d'arrestations - Chiffres - Situation à la suite des arrestations - Migrants érythréens - Demandes de protection internationale - Nombre de cas
- 03/02/2020 Au Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé du Commerce extérieur
Migrations - Trafic d'êtres humains - Lutte - Opérations Médusa - Chiffres - Sécurité des parkings autoroutiers - Firmes de sécurité privées - Coût - Aménagements des parkings envisageables
- 03/02/2020 À la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration
Migrations - Trafic d'êtres humains - Lutte - Opérations Médusa - Chiffres - Sécurité des parkings autoroutiers - Firmes de sécurité privées - Coût - Aménagements des parkings envisageables
- 03/02/2020 À la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration
Visas humanitaires - Nombre - Critères - Procédure - Instance d'octroi
- 03/02/2020 À la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration
Migration - Réfugiés - Politique de réinstallation - Situation - Chiffres - Procédure
- 03/02/2020 À la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration
Ambulanciers - Formation - Compétence - Partage entre le niveau fédéral et les entités fédérées



- 19/02/2020 À la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration
Sang de cordon - Échantillons stockés par la société Cryo-Save - Transfert à la société Famicord (Pologne) - Perte d'échantillons - Nombre - Identité des échantillons - Protection - Respect des dispositions légales

- 10/03/2020 À la Ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargée de la Lutte contre la pauvreté, de l'Égalité des chances et des Personnes handicapées
Personnes handicapées - Handicap lourd - Enfants - Frais de garde - Déductibilité fiscale - Majoration - Évaluation du handicap par le service public fédéral (SPF) Sécurité sociale - Cas des enfants ayant des troubles autistiques

- 11/03/2020 À la Ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargée de la Lutte contre la pauvreté, de l'Égalité des chances et des Personnes handicapées
Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) - Personnes à mobilité réduite - Accès autonome - Nouvelles voitures M7 - Commande - Inadaptabilité - Mesures

- 22/04/2020 Au Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé du Commerce extérieur
Proximus - Réseau de données mobiles 5G - Déploiement - Couverture initiale - Normes environnementales - Respect - Réaction des communes concernées

- 22/04/2020 À la Ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable
Proximus - Réseau de données mobiles 5G - Déploiement - Couverture initiale - Normes environnementales - Respect - Réaction des communes concernées

- 22/04/2020 À la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration
Coronavirus - Propagation - Limitation - Moyens de paiement électroniques - Cas des personnes âgées ou victimes de la fracture numérique - Paiements en argent liquide - Autorisation

- 22/04/2020 À la Ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargée de la Lutte contre la pauvreté, de l'Égalité des chances et des Personnes handicapées
Coronavirus - Propagation - Limitation - Moyens de paiement électroniques - Cas des personnes âgées ou victimes de la fracture numérique - Paiements en argent liquide - Autorisation



- 28/04/2020 Au Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé du Commerce extérieur
Antennes GSM - Dégradations - Carte et données de localisation
- Floutage
- 28/04/2020 Au Ministre de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, chargé de la Simplification administrative, de la Lutte contre la fraude sociale, de la Protection de la vie privée et de la Mer du Nord
Antennes GSM - Dégradations - Carte et données de localisation
- Floutage
- 28/04/2020 Au Ministre de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, chargé de la Simplification administrative, de la Lutte contre la fraude sociale, de la Protection de la vie privée et de la Mer du Nord
Crise du coronavirus - Stade du déconfinement - Centre d'appel chargé de contacter les personnes contaminées - Système de traçage des contacts - Vie privée - Respect - Protection - Mesures
- 19/05/2020 À la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration
Crise du coronavirus - Santé et droits des femmes - Santé sexuelle et reproductive - Accès - Lutte contre la violence sexiste - Collaboration avec les entités fédérées
- 19/05/2020 À la Ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargée de la Lutte contre la pauvreté, de l'Égalité des chances et des Personnes handicapées
Crise du coronavirus - Santé et droits des femmes - Santé sexuelle et reproductive - Accès - Lutte contre la violence sexiste - Collaboration avec les entités fédérées
- 19/05/2020 Au Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé du Commerce extérieur
Crise du coronavirus - Union européenne (UE) - Ouverture partielle des frontières entre États membres - Accords bilatéraux - Approche européenne coordonnée (Covid-19)
- 19/05/2020 À la Première Ministre, chargée de Beliris et des Institutions culturelles fédérales
Crise du coronavirus - Zones frontalières - Restrictions des déplacements - Difficultés pour les familles, les commerces et les entreprises - Mesures de déconfinement - Ouverture des frontières - Prise en compte particulière (Covid-19)



- 26/05/2020 Au Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Lutte contre la fraude fiscale, et Ministre de la Coopération au développement
Déclaration fiscale - Abandon du format papier de la déclaration - Personnes victimes de la fracture numérique - Prévention - Mesures
- 26/05/2020 À la Ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargée de la Lutte contre la pauvreté, de l'Égalité des chances et des Personnes handicapées
Déclaration fiscale - Abandon du format papier de la déclaration - Personnes victimes de la fracture numérique - Prévention - Mesures
- 05/06/2020 Au Ministre des Affaires étrangères et de la Défense
Iran - Droits de l'homme - Violation - Exécution de mineurs - Appel du Comité belge des parlementaires et bourgmestres pour un Iran démocratique - Mesures envisagées
- 18/06/2020 Au Ministre de la Mobilité, chargé de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges
Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) - Carte Campus - Augmentation tarifaire - Crise du coronavirus - Revenus des étudiants - Impact
- 18/06/2020 À la Ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargée de la Lutte contre la pauvreté, de l'Égalité des chances et des Personnes handicapées
Crise du coronavirus - Personnes handicapées - Coût de la vie - Augmentation significative - Aide - Prime - Autres mesures envisagées
- 18/06/2020 À la Ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargée de la Lutte contre la pauvreté, de l'Égalité des chances et des Personnes handicapées
Crise du coronavirus - Impact - Personnes précarisées par la crise - Aide alimentaire - Projets solidaires - Soutien - Fonds européen d'aide aux démunis (FEAD) - Critères de répartition
- 23/06/2020 Au Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé du Commerce extérieur
Crise du coronavirus - Ouverture des frontières - Approche coordonnée européenne - Pays imposant des restrictions sanitaires - Réciprocité - Mesures - Cas de la Grèce
- 23/06/2020 À la Ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable
Néonicotinoïdes - Usage dans notre pays - Interdiction - Cohérence de la gestion des matières environnementales - Concertation avec les entités fédérées



PRÉSEN- TATION DES AUTRES ACTIVITÉS

IMPLICATION LOCALE, CONSEILLÈRE COMMUNALE ET CHEFFE DE GROUPE À MOUSCRON



AU CONSEIL COMMUNAL

Outre mes fonctions parlementaires, je poursuis ma mission en tant que conseillère communale et cheffe de groupe à Mouscron. C'est dans l'opposition que siège le groupe socialiste, qui tente de mener des actions constructives et d'interpeller les autorités sur un maximum de sujets.

Quelques exemples d'interventions récentes au Conseil communal (liste non-exhaustive)

- Août 2020 Intervention sur la nécessité de développer l'art dans la Ville (<http://fatimaahallouch.be/art-dans-la-ville-mouscron/>)
- Août 2020 Question sur le tourisme à Mouscron et la mise en avant du patrimoine local (<http://fatimaahallouch.be/tourisme-a-mouscron-mettre-en-avant-notre-patrimoine/>)
- Juillet 2020 «Régularisation des sans-papiers: une urgence qui est aussi sanitaire» - Motion de soutien aux sans-papiers
- Juillet 2020 «Haine en ligne - Il est grand temps d'agir!» - Proposition de création d'un mouvement local contre le racisme
- Juillet 2020 «Mouscron - 15€ par habitant, pour quel usage?» - Interpellation relative au plan de relance post-covid à Mouscron
- Juillet 2020 «De quoi voulons-nous désormais?» - Billet paru dans le magazine communal
- Juin 2020 «Végétaliser sa façade: quelles sont les conditions?» - Interpellation relative au règlement communal quant à la végétalisation des rues et maisons
- Juin 2020 «Le monde post-Covid, que voulons-nous en faire?» - Interpellation relative à la vision d'avenir de Mouscron suite à la crise
- Mai 2020 Déni de démocratie durant la crise: «La tentation de s'accaparer les pleins pouvoirs était apparemment trop forte.» - Interpellation de la bourgmestre quant au manque évident de concertation durant la crise
- Mai 2020 «Zones frontalières, confinement et déconfinement» - Motion déposée au Parlement et signée par les communes frontalières quant à la prise en compte du statut particulier de ses habitants

Le contenu de la motion, dans les grandes lignes, est disponible ci-dessous.

Le texte complet et officiel est disponible ici: [Motion Frontière 25.05](#)

La frontière était devenue un souvenir du passé, et parfois même, la continuité urbaine ne permettait pas de distinguer à quel moment on passe dans un autre pays. La libre circulation des travailleurs, des biens et des services et enfin des personnes, c'est la réalité quotidienne des zones frontalières. Le temps a fait son office, et les citoyens ont fait exactement ce que l'on attendait d'eux: ils ont fait fi de de la frontière administrative.



ZONES FRONTALIÈRES ET CONFINEMENT: DES SPÉCIFICITÉS À PRENDRE EN - COMPTE

A l'heure du déconfinement progressif, des commerces, familles, particuliers ne peuvent évoluer au même rythme que les autres, en raison de la présence physique de la frontière. Ne faut-il pas prendre en compte certaines spécificités liées à nos régions transfrontalières?



Fatima Ahallouch

Ce sont des milliers de Français et de Belges qui vivent «de l'autre côté de la frontière» ou qui passent cette frontière régulièrement pour travailler, se promener, étudier, rendre visite à leurs amis et à leurs familles... Des commerçants ont également développé une offre de biens ou de services liée à une clientèle frontalière.

Des familles sont dispersées de part et d'autre de la frontière sans que cela ne pose jamais le moindre problème. Et des couples se sont formés dans un contexte où l'union légale n'est pas la seule forme de relation de couple admise.

Le déconfinement à l'heure de la fermeture des frontières, résultats :

- Des commerçants peuvent ouvrir mais sans leur clientèle.
- Des couples qui sont ensemble depuis des années ne peuvent plus se voir et n'ont aucune idée de quand ils pourront se voir.
- Des parents et leurs enfants ne se voient plus non plus. En effet, la dérogation admise concerne la visite à une personne vulnérable. Il est des membres de la famille qui ne sont pas vulnérables mais qui ont besoin de liens.

Aujourd'hui, c'est une pandémie qui a amené à la fermeture des frontières. Ceci est un exercice inédit qui en appellera peut-être d'autres (autre pandémie,



attentat...). Les experts nous mettent d'ailleurs en garde face à la multiplication de ces cas à l'avenir. Autant s'y préparer en tenant compte des réalités de terrain. Si au premier obstacle de taille, les frontières s'érigent en murs infranchissables, cela mine également la croyance en une Europe unie et solidaire.

Plus de souplesse, cela permettra aux commerçants, aux entreprises d'envisager leur avenir plus sereinement et aux familles de maintenir les liens avec les personnes qui leur sont chères. L'enjeu est économique, démocratique et humain.

Nous, communes frontalières, demandons :

- que les spécificités du tissu socio-économique et du bassin de vie des zones transfrontalières fassent parties des éléments de réflexion dans les circonstances de confinement et de déconfinement.

- Avril 2020 « Fermeture de l'abri de nuit: Quid des personnes dans la précarité? »
 - Interpellation des autorités quant à la gestion des situations précaires durant la crise

PRÉSENCE DE TERRAIN

Ces questions et interpellations sont évidemment complétées d'actions concrètes et de terrain. Je reçois chaque semaine en mes bureaux des citoyens inquiets ou désireux de faire « remonter » des problématiques locales, qu'ils rencontrent au quotidien. Citons également, avant le confinement, plusieurs visites dans des écoles, établissements de promotion sociale, commerces locaux, entreprises de travail adapté, ainsi qu'une rencontre avec les représentants syndicaux de la FGTB. J'ai ainsi pu rencontrer de nombreux acteurs du monde du travail, pour être à l'écoute de leurs préoccupations.

Mes thèmes de prédilection, au niveau local, sont sans conteste la lutte contre le racisme, contre les inégalités sociales et injustices; je milite également pour une mise en valeur plus efficace du patrimoine et des artistes locaux, et pour la prise en compte des spécificités de nos régions frontalières, notamment au niveau de l'emploi et du commerce.

« MOUSCRON, C'EST NOUS »

Je lançais, en janvier 2020, une grande enquête appelée « Mouscron, c'est nous ». Celle-ci s'adresse à tous les Mouscronnois, de naissance ou de cœur, et les appelle à donner leur avis sur divers thèmes liés à la vie quotidienne, à Mouscron (mobilité, sécurité, commerces, loisirs, jeunesse...).





«Mouscron, c'est nous», c'est avant tout une grande enquête, qui se déroulera en deux temps: la première phase est constituée d'une enquête en ligne, et d'un recueil de témoignages, d'opinions et d'idées de Mouscronnois. Que faire pour notre ville? Pour améliorer la vie quotidienne, le vivre-ensemble, le bien-être de chacun?

Les résultats de ce grand sondage serviront à dresser une photographie de ce qu'attendent les Mouscronnois. De ce qu'ils attendent ou espèrent pour l'avenir de notre ville.

La seconde phase sera thématique et se concentrera sur le concept de citoyenneté. C'est quoi, être citoyen de Mouscron? Comment développer la cohésion, le sentiment d'appartenance à cette communauté qu'ensemble nous formons. Car Mouscron, c'est nous. Nous tous, anciens et nouveaux arrivants, jeunes et moins jeunes, travailleurs actifs ou non-actifs, étudiants, retraités, de toutes origines.

Cette deuxième phase sera constituée de panels de répondants à l'enquête qui, s'ils le souhaitent, peuvent être volontaires pour y participer. Rendez-vous tout d'abord sur notre questionnaire: c'est à vous, c'est à nous, de définir l'avenir de notre Ville!»

Plusieurs centaines de Mouscronnois ont répondu à l'enquête, ou ont envoyé des témoignages quant à leur vécu et à leur ressenti, aujourd'hui, dans leur Ville. L'enquête en ligne devait être complétée par des rencontres en face à face, puis par des panels citoyens, et plusieurs événements en mai, mais la Covid-19 a repoussé ces plans à 2021.

Lire plus sur **www.mouscroncestnous.be**



« TISSONS DES LIENS »

La crise Covid-19 a, comme dit précédemment, profondément modifié nos manières de travailler, d'aborder notre activité au quotidien. Dès le début du confinement, de nombreux métiers se sont retrouvés en difficulté, avec, en premier lieu, les soignants.



Il fallait agir, chacun à son niveau. Très vite, dès la mi-mars, je me suis associée, avec mon équipe de PAC Mouscron, à deux autres associations locales (FPS Mouscron, ASBL De Maux à Mots), afin de lancer le projet «Tissons des liens». L'objectif: coudre un maximum de masques de protection pour les travailleurs et travailleuses des soins de santé, dans la région, afin de les redistribuer, gratuitement.

Le projet, d'abord lancé sous la forme d'un appel aux bénévoles sur Facebook, a très vite réuni une centaine de volontaires, couturières débutantes ou confirmées, qui se sont lancées dans «l'aventure des masques». À tâtons d'abord, et en suivant des consignes médicales (trois couches de tissu dont un filtre, trois plis...), ce sont finalement pas moins de... 18000 masques qui ont été confectionnés par la plateforme Tissons des Liens. Des chauffeurs, livreurs, découpeurs se sont ajoutés rapidement à la liste des bénévoles. Avec un groupe Facebook extrêmement actif, des mises à jour et un protocole très précis, c'est une véritable entreprise bénévole qui s'est mise en marche.

Via un appel aux dons en ligne, des milliers d'euros ont été récoltés, pour pouvoir acheter du tissu aux normes, ainsi que des élastiques. Un marchand de tissu local nous a accordé d'importantes réductions.

«Tissons des liens» s'est ensuite lancé dans la découpe, la confection et la livraison de blouses médicales, également en pénurie en début de pandémie. 500 blouses ont été cousues par les bénévoles les plus chevronnées.

Nous pouvons être fièr·e·s d'avoir fourni des masques et des blouses à la plupart des maisons de repos de Mouscron et environs, jusqu'à Flobecq, mais aussi à des hôpitaux et soignants, des deux côtés de la frontière, à des pharmacies, cabinets de dentisterie, à des crèches, à des aides-soignants et aides-familiales à domicile, à la police, aux pompiers, pompes funèbres et bien d'autres.

La solidarité a encore de beaux jours devant elle, et cette crise a eu de multiples occasions de nous le rappeler.



PARUTIONS

Au niveau local, je rédige chaque trimestre un billet d'humeur dans les pages du magazine «Vivre dans ma Ville», publié par l'administration communale de Mouscron. À lire ici, le billet de juillet 2020, qui évoque justement ce besoin de solidarité, et les initiatives locales.

De quoi voulons-nous désormais ?

La « crise Covid-19 » n'est pas encore derrière nous, contrairement aux apparences. Si l'aspect sanitaire est peut-être - toute proportion gardée - sous contrôle dans nos régions, d'autres urgences nous rappellent que la crise est également sociale et démocratique. Nous voulons autre chose pour cet « après ».

Si l'on ne peut que se réjouir de voir nos commerçants locaux reprendre du poil de la bête, le virus de la consommation à outrance et de l'ultra libéralisme continue de sévir: les grosses enseignes ont vu leurs bénéfices exploser ces derniers mois, les prix ont augmenté de manière éhontée, et il est temps de se poser la question: de quoi voulons-nous désormais? Ne serait-il pas temps de valoriser certaines initiatives plutôt que d'autres? Lors du dernier conseil communal, nous regrettons que les incitants financiers aux commerces étaient également attribués aux enseignes de la grande distribution, qui n'ont pourtant souffert en rien. Précisons ici ne pas parler des travailleurs de ces magasins, qui comptent parmi les « héros du quotidien », mais à qui ces incitants ne sont pas destinés. Eux aussi, travailleurs et travailleuses de première ligne, attendent de voir leur labeur valorisé autrement que par des applaudissements.

Nous voulons être entendus. Nous voulons que les initiatives citoyennes soient mises en valeur. Que l'intérêt de tous les « petits » passe avant celui de quelques « gros ». Nous voulons que les décisions soient collégiales, concertées, et que les esprits se mettent en commun pour un avenir meilleur. C'est ça, la démocratie. C'est ce dont nous avons cruellement manqué à Mouscron durant cette crise. Communication unilatérale du top vers la base, aucun échange avec les membres du conseil communal, aucune concertation sur des sujets pourtant cruciaux. « Il nous semblait que l'Union faisait la force. Force... est de constater que ceux qui représentent la volonté des électeurs, soit les conseillers communaux, ont été totalement ignorés. » Nous l'avons dit, nous le répétons. Nous voulons davantage de démocratie. Le racisme et l'intolérance n'ont aucune place dans notre Ville.

Et nous ne sommes pas les seuls à le vouloir. Le monde entier défie les consignes et les règles sanitaires pour faire valoir les mêmes revendications: solidarité, respect, fin des violences policières, lutte active contre le racisme ambiant et les discriminations. Ces débats, nous devons les avoir à l'échelle locale également, pour l'ensemble de nos concitoyens. Le racisme et l'intolérance n'ont aucune place dans notre Ville. Même si d'aucuns ici continuent de semer leurs discours de haine et de division, ils ne gagneront pas, ils ne gagneront plus. Pour l'instant, ce sont des têtes en pierre ou en fonte qui tombent, symboliquement. Nous appelons à la conversation. Les violences dans les actes et les propos ne peuvent éluder le vrai débat, ou effacer le vrai combat: celui d'une société plus juste et plus respectueuse, pour toutes et tous.



« DE MAUX À MOTS » ET L'EXPOSITION « QUE PORTAIS-TU CE JOUR-LÀ ? »

Cette année a également été celle de très belles rencontres, et parmi elles, citons l'ASBL De Maux à Mots. Association mouscronnoise, De Maux à Mots œuvre à la reconstruction et au soutien de victimes de violences sexuelles, conjugales et intrafamiliales. Depuis quelques mois, je soutiens cette association et ai eu l'opportunité de mener avec elle de très beaux projets.

Citons notamment la très belle exposition « Que portais-tu ce jour-là ? ». L'exposition en question est particulièrement percutante, puisqu'elle répond à cette question très stigmatisante que l'on adresse régulièrement aux femmes victimes d'une agression sexuelle ou d'un viol. « Mais qu'est-ce que tu portais ? ». Une manière de détourner la responsabilité de l'agresseur vers sa victime. Cette exposition présente donc une vingtaine de tenues vestimentaires, telles que décrites par autant de « survivantes ». Short de sport, tenue de soirée, robe d'été, pyjama ou ensemble « jeans-t-shirt », la variété des témoignages et des vêtements ne fait que confirmer une certitude : la cause du viol n'est pas la tenue portée, mais bien le violeur.

Cette exposition, qui parcourt le monde, a vu le jour aux États-Unis, à l'université du Kansas, en 2013. L'activiste Jen Brockman et le Docteur Mary Wyandt-Hiebert ont interrogé des femmes sur ce qu'elles portaient « ce jour-là ». L'initiative a ensuite fait son chemin, et les nombreux témoignages ont fait le tour du monde et ont été traduits en de multiples langues. Nous avons pu accueillir cette expo début mars au Centre Hospitalier de Mouscron.



PAC MOUSCRON

Suite au départ de Christiane Vienne, je suis devenue co-présidente de la section mouscronnoise de PAC. Je partage ce rôle avec Alain Leroy, médecin et conseiller communal à Mouscron. Notre objectif est de proposer une programmation mensuelle de qualité, des rencontres, débats, films, animation... qui permettent une réflexion sur des sujets actuels, de société.

En 2019, nous avons organisé une soirée en partenariat avec le festival de documentaires «Alimenterre», qui propose une sélection de films sur le thème de l'alimentation, les dérives de l'industrie, la situation des petits producteurs chez nous et à travers le monde... Ce partenariat se poursuivra, nous l'espérons dans les années à venir.

Pour la première fois, nous avons proposé, en novembre 2019, l'événement «Jour de troc, jour de don», sur le thème de la gratuité. Une initiative qui pourrait également devenir régulière.

En 2020, malheureusement, notre programmation a été interrompue, mais nous avons pu organiser plusieurs débats de qualité en début d'année, notamment avec Carlos Crespo, président du MRAX, Nicolas Latteur, formateur au CEPAG, et Henri La Fontaine, auteur et historien du socialisme. Enfin, en mars, nous avons tenu un débat intitulé «Avons-nous besoin du féminisme?».

Le reste de notre programmation sera malheureusement reporté à 2021.





PARLEMENT
DE WALLONIE

Square Arthur Masson, 6 - 5012 Namur
081.23.10.36 - courriel@parlement-wallonie.be

Éditrice responsable: Fatima Ahallouch,
Députée PS au Parlement de Wallonie,
avenue de la Bourgogne, 113 - 7700 Mouscron